



**Stadt Biel
Ville de Bienne**

Parlamentssekretariat
Secrétariat parlementaire

6^e procès-verbal du Conseil de ville / 6. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 13 mai 2026 à 18h00

Sitzung vom Mittwoch, 13. Mai 2026, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Achermann Brice, Augsburger Dana, Benz Raphael, Boly Kady, Brault Julien, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Burri Rahel, Cacciabue Anna, Clauss Susanne, Comment Rachel, Eggli Roland, Fritschi Lorenz, Gerber Andreas, Gloor Yannick, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Lehmann Caroline, Leonarz Matilda, Lindegger Reto, Magnin Nadia, Manzoni Bryan, Meier Julian, Michel Tamara, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Bernhard, Müller Lukas, Paronitti Maurice, Rodriguez Ugolini Julian, Roquet Hervé, Rüber Stefan, Rüfenacht Michaël, Ryser Siri, Schiess Christophe, Schlup Katharina, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schüpbach Manuel, Schultz Moema, Sprenger Titus, Stöcker Manuel, Stolz Joseline, Tonon Ariane, Urweider Vera, Varrin Océane, Wassmann Leona, Weber Philippe

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Berclaz Cappelletti Pascale, Corbaz Catherine, De Lorenzo Bryan, Demierre Patrick, Leuenberger Bernhard, Maurer Stefan, Schneider Veronika, Sutter Andreas, Tschank Michel

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates

Gonzalez Bassi Glenda, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal: Feurer Beat, Frank Lena, Pittet Natasha, Tanner Anna

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Boly Kady, présidente du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Eggler Isabelle, secrétaire générale adjointe du secrétariat parlementaire

Mot de bienvenu	4
1. Approbation de l'ordre du jour	4
2. Communications du Bureau du Conseil de ville	4
3. Communications de la Commission de surveillance	5
4. Déclaration de groupe PS/JS, PSR, les Vert_e_s, POP	5
5. 20260133 Chemin des Pins / Coin-du-Bois : aménagement routier / Crédit d'engagement	6
6. 20260092 Harmonisation des registres officiels du Canton de Berne / Mise en oeuvre à la Ville de Bienne / Mise en oeuvre du projet «GERES» / Décompte du crédit d'engagement n°36000.0002 / Prise de connaissance	9
7. Reports de la séance précédente	10
7.10 20260043 Interpellation urgente Moeschler Marie, PSR, Roquet Hervé, PSR, «Logements d'utilité publique sur le territoire biennois – état des lieux»	10
11. 20250351 Postulat interpartis Maurer Stefan, UDC, Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, « Suivi des coûts induits par les décisions »	11
7.2 20250285 Postulat interpartis Stöcker Manuel. Groupe Les Vert-e-s, Heiniger Peter, POP, Ryser Siri, PS, « Des toilettes publiques gratuites au Parc municipal ; et dans le reste de la ville ? »	12
7.7 20250288 Interpellation interpartis Clauss Susanne, Groupe PS/JS, Rüber Stefan, Les Vert-e-s, «Comment le Conseil municipal assure-t-il la participation citoyenne au plan de canalisation du public?»	15
7.9 20260042 Postulat urgent Roquet Hervé, Groupe PSR, « Améliorer la signalétique pour éviter le trafic de recherche inutile et pour mieux remplir les parkings souterrains »	16
7.12 20250299 Motion interpartis Schiess Christophe, Groupe Les Vert-e-s, Clauss Susanne, Groupe PS/JS, Boly Kady, Groupe PSR, Egli-Aerni Roland, Groupe PVL+, Augsburger-Brom Dana, hors parti, « Protéger les arbres dès maintenant »	17
10. 20250348 Motion Buchhofer Stephan, FDP, « Un projet phare pour assurer une revalorisation suffisante et efficace sur le plan climatique de la partie sud du quai du Haut »	21
14. 20250349 Postulat interpartis Roquet Hervé, Groupe PSR, Leonarz Matilda, Fraktion SP/JUSO, Weber Philippe, Les Vert-e-s, « Moins de feux rouges, plus de fluidité et de sécurité ! Pour une politique active de la suppression des feux de signalisation à Bienne »	23
15. 20250350 Postulat interpartis Leonarz Matilda, Fraktion SP/JUSO, Roquet Hervé, Groupe PSR, «Sécurité pour les cyclistes à la rue des Marchandises»	25

7.5	20250304 Postulat Müller Lukas, UDF, « Remplacer la police des marchés par un logiciel automatisé ou une IA et la transformer en police municipale »	27
7.13	20250300 Motion Müller Lukas, UDF, « Pas de prostitution aux abords de nos écoles »	28
7.14	20250303 Postulat Müller Lukas, UDF, « Supprimer la double imposition des cartes de stationnement pour les riveraines et riverains »	29
7.16	20250302 Postulat Groupement des femmes parlementaires (Wassmann Leona, Groupe PS/JS, Schultz Moema, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Magnin Nadia, Groupe Les Vert-e-s, Varrin Océane, Groupe PRR, Augsburg-Brom Dana, hors parti), « Réintroduire la Table ronde contre la violence domestique »	29
7.17	20250352 Interpellation Maurer Stefan, UDC, « Surveillance du trafic au carrefour de l'esplanade du Palais des Congrès »	30
12.	20250380 Postulat Müller Lukas, UDF, « Faire baisser les loyers à Bienne en améliorant le plus possible les conditions des logements sociaux »	30
13.	20250381 Postulat Müller Lukas, UDF, « Transparence dans les transferts à l'APEA »	31
7.1	20250284 Postulat interpartis Lindegger Reto, Groupe FDP, Paronitti Maurice, Groupe PRR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Boly Kady, Groupe PSR, Burri Rahel, Groupe PS/JS, Weber Philippe, Groupe Les Vert-e-s, « Extension rapide de la Filière bilingue »	31
7.8	20250289 Interpellation Kilezi Ruth, Groupe PSR, Steinmann Alfred, Groupe PS/JS, « Santé mentale des jeunes dans le sport »	36
7.15	20250305 Postulat Müller Lukas, UDF, « Interdire les téléphones portables aux élèves »	37
	Adieu Marie Moeschler	38
14.	Nouvelles interventions	47

Mot de bienvenu

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Bienvenue pour la séance d'aujourd'hui, die Sitzung ist eröffnet. Aujourd'hui, nous avons trois anniversaires et j'ai un petit quelque chose pour vous. D'abord Susanne Clauss et puis Peter Heiniger. Susanne, selon mes informations tu aimes jardiner et toi Peter, tu aimes la randonnée. Le troisième anniversaire, c'est Julien Brault qui arrivera plus tard, mais on peut déjà les applaudir tous les trois. Aujourd'hui se tient la cérémonie d'ouverture officielle de la Fête fédérale de la musique à Bienne. Les conseillers municipaux y participent et ne seront donc pas présents pour l'intégralité de la séance.

Pour rappel, les temps de parole sont réduits, 5 minutes pour les porte-paroles de groupe et 3 minutes pour les orateurs individuels.

1. Approbation de l'ordre du jour

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Sur demande du Conseil municipal, nous traiterons les points de l'ordre du jour en fonction de la présence des conseillers municipaux. Les affaires qui concernent la Direction des finances vont être traitées en premier, puis les dossiers qui concernent la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement. Ensuite, la Direction de l'action sociale et de la sécurité, puis la Direction de la formation, de la culture et du sport et tout à la fin, les interventions traitées par la Mairie.

Ensuite je vous informe que l'UDC demande de repousser le point 4 concernant l'élection pour la commission scolaire à une autre séance.

Finalement, je vous informe que Marie Moeschler a annoncé sa démission du Parlement. Aujourd'hui sera sa dernière séance. Nous allons donc réserver du temps à la fin de la séance pour ce départ. Si tout le monde est d'accord avec cet ordre du jour, il est approuvé, avec ces modifications.

L'ordre du jour est accepté avec ces modifications.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Pour des raisons personnelles, le Secrétaire parlementaire, Monsieur Omar El Mohib, quittera le secrétariat à la fin de l'année. Le bureau du Conseil de ville va désormais lancer la procédure pour le recrutement de sa successeuse ou de son successeur, avec le soutien du département du personnel.

3. Communications de la Commission de surveillance

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Il n'y a aucune communication de la commission de surveillance.

Le point 4 est reporté. Nous commencerons donc par le point 5 de l'ordre du jour, juste après une déclaration des groupes SP/JUSO, PSR, Grüne et PdA. Je donne la parole à Siri Ryser.

4. Déclaration de groupe PS/JS, PSR, les Vert_e_s, POP

Ryser Siri, Fraktion SP/JUSO: Die angekündigten Entlassungen bei Telebielingue treffen viele Mitarbeitende hart. 41 von 55 Angestellten verlieren ihre Stelle. Darunter sind zahlreiche langjährig engagierte Mitarbeitende, die während Jahren unter schwierigen Bedingungen wichtige Arbeit für die regionale Medienlandschaft geleistet haben. Die Bieler Demokratie hat davon sehr stark profitiert.

Die Fraktionen SP/JUSO, PSR, Grüne und die PdA stehen klar hinter den Mitarbeitenden von Telebielingue und unterstützen die Forderungen, die mit einer Petition an die Geschäftsleitung der Gassmann-Guppe gestellt wurden. Dass 45 von 55 Mitarbeitenden diese Petition unterschrieben haben, zeigt deutlich, wie gross Verunsicherung und Handlungsbedarf sind. Nach dem Entzug der Sendelizenz war klar, dass es zu Veränderungen kommt und leider nicht alle Stellen erhalten bleiben. Entscheidend ist jedoch, wie mit den betroffenen Menschen umgegangen wird. Genau hier trägt die Gassmann-Gruppe Verantwortung.

Das Ende der bisherigen Konzession war schon vor längerer Zeit absehbar. Die Unternehmensleitung hatte rund zwei Jahre Zeit, sich auf diese Situation vorzubereiten und gemeinsam mit den Mitarbeitenden Lösungen auszuarbeiten. Umso unverständlicher ist, dass bis heute kein Sozialplan vorliegt. Für uns ist klar, Stellenstreichungen in diesem Ausmass dürfen nicht ohne soziale Absicherung erfolgen. Wir unterstützen deshalb insbesondere folgende Forderungen der Mitarbeitenden: Eine angemessene finanzielle Entschädigung für die entlassenen Mitarbeitenden, genügend Zeit und Unterstützung für eine berufliche Neuorientierung, konkrete Hilfe bei der Stellensuche sowie ein Angebot zu Weiterbildung und Weiterentwicklung.

Dass Telebielingue in einer neuen Form weitergeführt werden soll und einzelne Stellen erhalten bleiben, ist grundsätzlich positiv. Das darf aber kein Vorwand sein, um für die grosse Mehrheit der Mitarbeitenden auf einen Sozialplan zu verzichten. Wir erwarten von der Gassmann-Gruppe transparente Kommunikation, faire Verfahren und die Bereitschaft, ihrer sozialen Verantwortung nachzukommen. Wir fordern die Geschäftsleitung auf, Verantwortung zu übernehmen und gemeinsam mit den Mitarbeitenden einen fairen Sozialplan auszuarbeiten. An dieser Stelle bedanke ich mich für die geleistete Arbeit, sie verdient Respekt, Unterstützung und einen guten Umgang in dieser schwierigen Situation. Merci vielmals.

5. 20260133 Chemin des Pins / Coin-du-Bois : aménagement routier / Crédit d'engagement

Lehmann Caroline, Aufsichtscommission: Ich übernehme das Traktandum von meinem Kollegen, Patrick Demierre, der aktuell gerade an einem festlicheren Anlass ist als wir hier. Mit dem vorliegenden Geschäft beantragt der Gemeinderat einen Verpflichtungskredit in der Höhe von CHF 440'000 für die Strassengestaltung Dählenweg-Waldeggweg. Beim Projekt geht es primär darum, nach erfolgten Sanierungsarbeiten der Werkleitungen im Lindenquartier den Strassendeckenbelag einzubauen. Gleichzeitig soll die Sicherheit im betroffenen Strassenabschnitt und die Aufenthaltsqualität verbessert werden, wie in einer Petition aus dem Quartier gefordert. Beispielsweise soll auf der einen Seite des Dählenwegs, wo die Hauseingänge direkt an der Strasse liegen, eine grüne Vorzone eingerichtet werden, also eine Art Pufferzone. Ausserdem sollen am Eingang des Dählenwegs zusätzliche Grünflächen entstehen. In Zukunft stehen dort statt Betonblöcke Bäume und Bänke, inklusive Fahrradabstellplätze. Auf der anderen Seite, der Nordseite des Dählenwegs, werden ausserdem die Parkfelder aufgehoben beziehungsweise verschoben. Aktuell beanspruchen sie einen Teil des Trottoirs für sich. Durch die Aufhebung der Parkfelder wird nicht nur sichergestellt, dass die Trottoirs in Zukunft auch für Personen im Rollstuhl oder mit Kinderwagen gut begehbar sind, sondern das einfachere Kreuzen von Fahrzeugen ermöglicht. Insgesamt werden in diesem Bereich acht Parkfelder weniger zur Verfügung stehen als heute, was einem der Ziele des städtischen Klimareglements (SGR 8.2-5) entspricht.

Die Aufsichtscommission beurteilt das Projekt weitgehend positiv. Das Einzige, was negativ auffällt, ist die Aufhebung der Fussgängerstreifen. Unserer Meinung nach ist auch in 30er-Zonen das Überqueren der Strassen gerade für Kinder auf einem Fussgängerstreifen angenehmer und sicherer. Uns ist aber bewusst, dass der Gemeinderat hier wenig Spielraum hat und die Aufhebung aufgrund übergeordneter Normen geschieht. Dementsprechend empfiehlt die Aufsichtscommission das Geschäft einstimmig zur Annahme.

Molina Franziska, Fraktion GLP+: Die Sprecherin der Aufsichtscommission hat alles gut dargelegt, darum mache ich es wie immer kurz. Das vorliegende Geschäft wurde in der Fraktion GLP+ kontrovers diskutiert. Wir unterstützen aber das Projekt. An der Infoveranstaltung zum Dählenweg-Meisenweg konnten wir uns vor Ort das Verkehrsaufkommen und die Verhältnisse auf dem Trottoir mit den parkierten Autos ansehen. Abends gibt es dort viel Verkehr Richtung Waldeggweg. Eine 20er-Zone einzuführen, ist deshalb unbestritten. Die Einführung der 30er-Zone im Quartier vor ein paar Jahren hat das Verschwinden des Fussgängerstreifens mit sich gebracht, was auch ein Grund für die Petition war.

Zu diskutieren bei uns in der Fraktion gab die Aufhebung der Parkfelder. Ich selber lebe schon lange im Möösliquartier und mein Weg führt manchmal durch den Dählenweg. Es ist nicht meine bevorzugte Strecke, weil ein Durchkommen auf dem Trottoir mit Kindern und Kinderwagen neben den parkierten Autos nicht einfach ist. Ich, und ich denke auch andere, sind froh, wenn die Parkfelder auf dem Trottoir wegkommen.

Auf der Südseite des Dählenwegs werden neue Parkfelder entstehen. Insgesamt werden es acht Parkfelder weniger sein als vorher, was in unserer Fraktion zu Diskussionen führte. Nicht alle sind begeistert davon. Die Neugestaltung der Einfahrt Blumenrain führt zu klareren Verhältnissen und verbessert die Sicherheit der Verkehrsteilnehmer. Die Fraktion GLP+ wird dem vorliegenden Geschäft zustimmen.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne wird dem vorliegenden Geschäft zur Strassengestaltung am Dählenweg zustimmen. Das Projekt entspricht einem Anliegen der Quartierbevölkerung. 2020 wurde eine Petition für mehr Verkehrssicherheit eingereicht. Die Sicherheit wird mit dem vorliegenden Projekt erhöht. Dazu gehört, dass Parkplätze nicht mehr zur Hälfte auf dem Trottoir sind, was wirklich absurd ist. Zudem werden die Zugänge zu den Liegenschaften auf der Südseite des Dählenwegs besser gesichert, weil mit einem Grünstreifen etwas Platz und damit eine bessere Sichtbarkeit geschaffen wird. Der Grünstreifen entsiegelt ausserdem den aktuell versiegelten Strassenraum. Zu den erwähnten Anpassungen an die Bedürfnisse der Quartierbevölkerung kommt hinzu, dass es effizient ist, die Arbeiten zu machen, wenn die Sanierung des Deckbelags sowieso ansteht, wie im aktuellen Fall. Wir bitten deshalb den Stadtrat, dem Geschäft zuzustimmen.

Schlup Nina, Fraktion SP/JUSO: Auch wir finden das Projekt sehr gut und freuen uns über die Kombination von Instandsetzung und Umgestaltung gemäss den Anliegen der Bevölkerung. Besonders freut uns natürlich, dass mit dem Konzept der Schwammstadt auf die Klimaverträglichkeit Rücksicht genommen wird. Beim Lesen des Berichts fand ich es ein bisschen schade, dass Bäume fehlen. An der Infoveranstaltung konnten diese Bedenken jedoch entkräftet werden. Es wird gemacht, was in diesem Rahmen möglich ist.

Die Sicherheit, besonders von FussgängerInnen wird erhöht, einerseits auf dem Trottoir und andererseits mit den Pufferzonen, was besonders für Kinder wichtig ist. Wir finden es auch schön, dass die kleine Quartierstrasse im oberen Teil zu einer Begegnungszone wird, was den Strassenraum für alle Verkehrsteilnehmenden zugänglich macht und nicht mehr nur primär dem Auto vorbehalten bleibt. Auch die Redimensionierung der Kreuzung ergibt Sinn. In unserer Stadt wird viel Raum von betonierten Flächen und Strassen in Anspruch genommen. Den Raum wieder an alle zurückgeben ist daher sinnvoll. Dass die Parkplätze an der Kreuzung nicht wie ursprünglich geplant aufgehoben werden, sondern auf Wunsch des Quartierleistes erhalten bleiben, finde ich persönlich zwar sehr schade, aber wir anerkennen natürlich die Priorität der Quartierbevölkerung. Wir sind grundsätzlich froh, dass der Austausch zwischen dem Quartierleist, den PetitionärInnen und den Anwohnenden offensichtlich stattgefunden hat und funktioniert. Insgesamt freuen wir uns auf das Projekt und stimmen diesem gerne zu.

Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel/Mitte: Auch wir haben das vorliegende Geschäft besprochen. Uns war vor allem sehr wichtig, dass der Austausch zwischen dem Quartierleist und der Stadtverwaltung stattgefunden hat, was bestätigt wurde. Der Leist ist mit der vorliegenden Version des Geschäftes sehr zufrieden. Der Punkt der Parkplätze war das wichtigste Thema. Ein weiteres Anliegen des Quartierleistes war ein neues Fernwärmeprojekt. Das ist auch uns sehr wichtig. Ich schätze aber, dass nicht am selben Ort kurz hintereinander Boden aufgerissen wird. Wir werden das Geschäft annehmen.

Eggli Roland, GLP: Ich finde es störend, dass wir nun die Petition im Bericht vorfinden, obschon die aufgeführten Punkte gar nicht umgesetzt wurden. Die Strasse wird zwar umgestaltet, aber sie ist noch immer sehr gerade geführt. Von dem her gibt es keinen Grund, weshalb Elektrofahrräder und Motorfahrzeuge langsamer fahren sollten. Ich selber finde es für die Zukunft wichtig, projektrelevante Petitionen oder Bittschreiben zumindest im Anhang des jeweiligen Berichts aufzuführen.

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Merci, je rappelle que le temps de parole est de 3 minutes, j'ai été généreuse là et en ai donné 5 minutes, mais c'est fini! (*Rires*)

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, FDP: Ich anerkenne, dass mit dem Projekt berechnete Anliegen hinsichtlich Verkehrssicherheit und Erneuerung der bestehenden Infrastruktur aufgenommen werden. Ebenso begrüsse ich, dass die Gelegenheit genutzt wird, punktuelle Verbesserungen im Strassenraum vorzunehmen. Gleichzeitig zeigt der Bericht des Gemeinderats aus meiner Sicht, dass wesentliche Fragen weiterhin nur allgemein beantwortet werden, insbesondere bei der tatsächlichen Klimawirkung, der langfristigen Betriebs- und Unterhaltskosten sowie der konkreten Verhältnismässigkeit einzelner Elemente. Der effektive Zusatznutzen des Gesamtpaketes ist auf Basis des Berichtes des Gemeinderats schwierig einzuordnen. Explizit wird darauf hingewiesen, dass mehr Unterhalt notwendig sein wird, aber wie viel mehr wird nicht ausgeführt. Es wird keine verbindliche Schätzung abgegeben.

Auch nehme ich zur Kenntnis, dass aufgrund der Grösse des Projekts auf einen vertieften Qualitätssicherungsprozess verzichtet wurde. Gerade bei Projekten im öffentlichen Raum ist aus meiner Sicht jedoch darzulegen, nach welchen fachlichen Kriterien die städtebauliche und freiräumliche Qualität beurteilt wird. Diese Forderung stelle ich nicht zum ersten Mal.

Zusätzlich besteht aktuell, wie schon erwähnt, eine gewisse Unklarheit bezüglich eines möglichen Fernwärmeprojekts. Nach meinen Recherchen hat es ein solches gegeben, wurde dann verworfen und vor kurzem wieder aufgegriffen. Der Zeitraum 2027-2028 wurde dafür genannt. Wir erachten es als wichtig, dass die Entwicklung insbesondere im Hinblick auf die Realisierung sorgfältig geprüft und koordiniert wird, um Doppelspurigkeiten zu vermeiden.

Ich werde das Geschäft deshalb unter diesen Aspekten und unter dem Aspekt der Verhältnismässigkeit sowie des konkreten Mehrwerts beurteilen.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich gehe gerne auf einzelne Punkte ein. Als erstes komme ich zur Frage der Fernwärme. Es ist richtig, dass sich eine neue Gelegenheit ergeben hat, nachdem das Projekt vom ESB (Energie Service Biel/Bienne) bereits gestoppt wurde. Nach aktuellen Angaben des ESB wird dies jedoch nicht vor fünf Jahren passieren. Sollte es wider Erwarten trotzdem früher sein, wird das selbstverständlich koordiniert. Der Baubeginn des vorliegenden Projekts ist 2027. Sollte sich bis dann herausstellen, dass die Fernwärme bereits integriert werden kann, würde das entsprechend gemacht. Dies hat keine Auswirkungen auf die Kosten des vorliegenden Projekts, denn die Kosten für die Fernwärme gehen zulasten des ESB.

Der Wunsch wurde geäussert, die Petition zumindest im Anhang des Berichts aufzuführen. Ich weise Sie darauf hin, dass die Beantwortung der Petition auf der Internetseite publiziert ist.

Dann die Frage zu den Unterhaltskosten: Diese wurden im Fachbericht der Abteilung Finanzen und Steuern aufgenommen. Wir haben versucht, sie ein bisschen zu quantifizieren. Für Bäume und Grünflächen entsteht ein zusätzlicher Unterhaltsaufwand von ungefähr 45 Stunden pro Jahr, wobei ein grosser Teil das Littering betrifft. Wenn es weniger Littering gibt, ist der Aufwand natürlich tiefer. Unsere Berechnungen basieren auf Erfahrungswerten.

Zur Frage des qualitätssichernden Verfahrens: Wir hatten einen Landschaftsarchitekten beigezogen. Das ist das übliche Verfahren bei Projekten dieser Grösse. Vor allem aus Kostengründen verzichten wir auf weitere qualitätssichernde Verfahren. Landschaftsarchitekt sowie Verkehrsplaner arbeiten ein Projekt aus, welches am Schluss dem kompetenten Organ unterbreitet wird. Ich bin froh, wenn der Stadtrat uns folgt und dem Projekt heute zustimmt. Merci.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 25 mars 2026, vu l'art. 44, al. 2, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne arrête par 47 voix pour, 1 voix contre et sans abstention :

1. Il approuve le crédit d'engagement n° 56000.0447 d'un montant de 440 000 francs pour le projet « Chemin des Pins / Coin-du-Bois : aménagement routier », dont 218 000 francs seront portés à la charge du financement spécial n° 29300 5600 « Protection du climat et adaptation au changement climatique » et 31 000 francs à celle du financement spécial n° 29300 5500 « Pour une mobilité douce sûre ».
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvé
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

6. 20260092 Harmonisation des registres officiels du Canton de Berne / Mise en œuvre à la Ville de Bienne / Mise en œuvre du projet «GERES» / Décompte du crédit d'engagement n°36000.0002 / Prise de connaissance

Sprenger Titus, Aufsichtscommission: Vielen Dank an den Gemeinderat und die Verwaltung für ihren Bericht, die nachgelieferten Dokumente und die Antworten auf unsere Fragen. Unser Dank geht auch ans Parlamentssekretariat für die Auskünfte und das Protokoll der damaligen Stadtratssitzung. Im Geschäft ging es um den Vollzug von übergeordnetem kantonalem und eidgenössischem Recht aus dem Jahre 2006 im Bereich der Harmonisierung der Personenregister. Dazu genehmigte der Gemeinderat im Februar 2008 einen ersten Verpflichtungskredit in der Höhe von rund CHF 57'000. Weil dieser Betrag nicht ausreichte, gelangte der Gemeinderat erneut an den Stadtrat. Letzterer genehmigte in der Folge im Oktober 2009 einen Nachkredit von knapp CHF 640'000. Dieses um das vielfach höhere Volumen zeigt, dass der Gemeinderat das Geschäft damals stark unterschätzt hat. Über den Umfang dieses Projektes wurde im damaligen Bericht an den Stadtrat kein einziges Wort verloren. Das Protokoll der damaligen Ratsdebatte zeigt, dass der wesentlich höhere Betrag auch bei den Stadratsmitgliedern kein Thema war.

Aus dem damaligen Bericht an den Stadtrat, der Ihnen leider nicht als Teil der Unterlagen vorliegt, ist zu entnehmen, dass Aufträge bewusst freihändig vergeben wurden. Für jene Dienstleistungen, welche die Post erbrachte, war dies Mangels Mitbewerber absolut richtig. Für den anderen Teil bewegte man sich jedoch in einem Bereich, in welchem mindestens ein Einladungsverfahren angebracht gewesen wäre.

Schliesslich unterschätzte der Gemeinderat den Umfang des Vorhabens von Anfang an.

Der Gemeinderat erwähnte im damaligen Bericht zwar den bisherigen Aufwand, unterliess es aber, die externe Firma zu erwähnen und listete deren weiteren geschätzten Aufwand von CHF 100'000 in einer separaten Zeile auf. Für die Stadtratsmitglieder dürfte damals kaum klar gewesen sein, dass Aufträge von über CHF 150'000 an ein einzelnes Unternehmen vergeben werden sollten. Nicht nachvollziehbar bleibt, wie man damals auf die geschätzten Aufwände von rund CHF 460'000 gekommen ist. Anlässlich der Ratsdebatte wurden keine entsprechenden Fragen gestellt. Schliesslich verrechnete die externe Firma Aufwände in der Höhe von knapp CHF 300'000, womit die damals geltende Schwelle für ein Einladungsverfahren weit überschritten wurde und ein WTO-Verfahren angebracht gewesen wäre. Die Direktion Sicherheit und Soziales (DSS) begründet die Mehraufwände damit, dass das Unternehmen über die gesamte Projektdauer mit dessen Leitung betraut war. Gleichzeitig unterstützte die Firma die Stadtverwaltung bei der Implementierung und dem Betrieb der SAP-Software. Bei besagter SAP-Lösung handelt es sich um ein Produkt, welches zu keiner Zeit über den Projektstatus hinausgekommen ist und nie formell abgenommen wurde. Das lässt sich lapidar kommentieren mit «ausser Spesen nichts gewesen».

Auf die weiteren Details zu den falschen Annahmen hinsichtlich des Umfangs des Verpflichtungskredits oder über fälschlicherweise angerechnete Lohnkosten gehe ich an dieser Stelle nicht ein. Sie können diese Details dem vorliegenden Bericht entnehmen. Auch wenn es in der Sache nur um den Vollzug von übergeordnetem Recht geht, wünscht sich die Aufsichtskommission, dass der damalige Stadtrat etwas kritischer hingeschaut hätte. Vom heutigen Gemeinderat hätten wir uns gewünscht, dass der ursprüngliche Bericht an den Stadtrat der Abrechnung beigelegt worden wäre. Schliesslich bildet er die Grundlage für den damaligen Beschluss. Die Aufsichtskommission hat somit von der Abrechnung mit ihren vielfältigen Aspekten Kenntnis genommen.

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport.

7. Reports de la séance précédente

7.10 20260043 Interpellation urgente Moeschler Marie, PSR, Roquet Hervé, PSR, «Logements d'utilité publique sur le territoire biennois – état des lieux»

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 1)

Moeschler Marie, PSR: Nous avons pris connaissance de la réponse du Conseil municipal avec intérêt. Nous nous posons toutefois encore quelques questions à ce sujet. Par exemple, quand on nous dit que 20% doivent être atteints d'ici à 2035, en sachant que l'on a régressé dans l'augmentation des logements d'utilité publique, on se demande si cette stratégie et ce but restent encore réalistes. On espère que la Ville donnera tous les moyens pour atteindre ce but de 20% de logements d'utilité publique d'ici 2035. Ce qui nous a aussi un peu étonnés dans cette réponse, c'est de lire que le

projet se trouvait actuellement en phase préparatoire en ce qui concerne la stratégie en matière de logements d'utilité publique. On ne comprend pas très bien pourquoi cette stratégie n'est qu'en phase préparatoire à l'heure actuelle. Voilà, toujours est-il que nous prenons connaissance et nous remercions le Conseil municipal de sa réponse.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Madame Moeschler, vous demandez si on peut atteindre l'objectif. Eine Antwort aus heutiger Sicht zu geben, ist schwierig. Ich glaube, wir sind uns einig, dass wir noch nicht so weit fortgeschritten sind, wie wir sein möchten. Es ist viel Arbeit damit verbunden und ich kann Ihnen nicht sagen, ob das Ziel realistisch ist. Mir scheint, dass im Moment, wenn wir im gleichen Rhythmus weiterfahren wie bisher, die Zielerreichung schwierig wird.

Das hängt aber nicht nur von der Stadt ab, sondern auch von den Wohnbauträgern. Die Diskussion ist manchmal schwierig und braucht Überzeugungsarbeit. Die Stadt Biel kann unterstützen aber natürlich auch anderweitig tätig sein. Sie kann beispielsweise Land zur Verfügung stellen, wo noch nichts steht. Zudem besteht eine Querverbindung zum städtischen Wohnungsbau. Dort stellt sich im Moment die Frage, wo die Priorität liegen soll. Diese Diskussion werden wir noch führen. Um das Ziel zu erreichen, braucht es einen zusätzlichen Effort. Es ist jedoch nicht so, dass wir einfach zuwarten und nichts unternehmen. Was in zwei oder drei Jahren passiert wird der Gemeinderat demnächst – ich gehe von der zweiten Hälfte 2026 aus – noch einmal vertieft diskutieren. Das Resultat ist offen. Es braucht mehr Energie und Ressourcen der Stadtverwaltung, aber auch von den Wohnbauträgern. Die Zusammenarbeit ist sehr wichtig.

11. 20250351 Postulat interpartis Maurer Stefan, UDC, Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, « Suivi des coûts induits par les décisions »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 2)

Schlup Katharina, GLP: Wir werden jeweils über Folgekosten von Entscheiden informiert. Es gibt aber kein Monitoring, das festhält, ob die Kosten eingehalten werden oder nicht. Genau darum geht es im vorliegenden Postulat. Mit dem neuen Finanzreglement muss dieses Instrument auf jeden Fall eingeführt werden. Ich bin einverstanden damit, das Postulat erheblich zu erklären und vertraue darauf, dass der Gemeinderat unsere Forderung bei der Ausarbeitung des neuen Finanzreglements berücksichtigt.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

7.2 20250285 Postulat interpartis Stöcker Manuel. Groupe Les Vert-e-s, Heiniger Peter, POP, Ryser Siri, PS, « Des toilettes publiques gratuites au Parc municipal ; et dans le reste de la ville ? »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 3)

Stöcker Manuel, Fraktion Grüne: Zuerst lege ich meine Interessenbindung offen. Ich veranstalte mit dem «Jugendkulturhaus X-Project» hin und wieder kleinere kulturelle Anlässe im Stadtpark sowie das jährliche Sommerfest. Aus diesem Grund bin ich mit den Begebenheiten vor Ort vertraut. Der Stadtparkleist und BesucherInnen fordern schon länger kostenlose Toiletten im Stadtpark. In der Innenstadt gibt es die «netten Toiletten». Restaurants stellen ihre Toiletten der Öffentlichkeit zur Verfügung und werden dafür von der Stadt entschädigt. Eine hervorragende Idee, finde ich. Das Problem wird dadurch möglicherweise weniger akut als im Stadtpark, wo es weit und breit kein solches Angebot gibt.

Mir wurde mitgeteilt, dass der Gemeinderat einen Test startet, bei dem er die Toilette im Stadtpark für ein Jahr kostenlos zur Verfügung stellt. Der Versuch wird anschliessend ausgewertet, um zu entscheiden, ob er zu einer dauerhaften Lösung wird. Mich hat das ehrlich gesagt sehr gefreut und dies, obwohl ich mir schon eine feinsinnige doppeldeutige Rede voller Anspielungen auf das pikante Thema ausgedacht hatte. Der Stoff gibt ja genug her, um darauf in humoristischer Weise einzugehen. Zu meiner eigenen Erleichterung und vielleicht zum Vorteil aller Anwesenden kann ich nun darauf verzichten.

Es freut mich ungemein, wie der Gemeinderat in proaktiver Weise auf das Thema eingegangen ist und mit einem Testbetrieb aufzeigt, inwiefern kostenlose öffentliche Toiletten ein gangbarer Weg sind, wo es noch Probleme gibt und wie hoch mögliche zusätzliche Kosten, etwa wegen Vandalismus, ausfallen. Der Gemeinderat zeigt damit, wie er mit Anliegen direkt aus der Bevölkerung umgeht, nämlich lösungsorientiert, was ich sehr schätze.

Einen im Postulat ebenfalls geforderten Trinkwasserzugang im Stadtpark gibt es bereits. Beim Spielplatz sprudelt aus einem Rohr kühles Wasser, allerdings ohne Hinweis darauf, dass es sich um Trinkwasser handelt. Aus meiner Sicht gehört es zum Service Public, Trinkwasser als solches zu kennzeichnen, gerade auf einem stadteigenen Spielplatz. Vielleicht sieht der Gemeinderat hier Spielraum für den kleinen, aber sinnvollen Eingriff. Mit der Erheblicherklärung des Postulats unterstützt der Stadtrat, dass der Gemeinderat das Thema kostenloser öffentlicher Toiletten weiterverfolgt. Ich wünsche mir natürlich, dass in absehbarer Zeit ein Bericht folgt, der uns über die verschiedenen Facetten dieses – und jetzt kommt doch noch ein doppeldeutiger Begriff – *Geschäfts* informiert.

Heiniger Peter, PdA: Das Thema wurde schon einmal besprochen und auch damals wurde uns gesagt, dass das beobachtet wird. In der ganzen Stadt fehlen Institutionen, Anstalten und Gelegenheiten, nicht nur für uns, sondern für Besucherinnen und Besucher. Es ist ein Problem, das unbedingt angegangen werden muss.

Herr Stöcker, Sie haben es vorhin erwähnt, die «nette Toilette» ist eine mögliche Lösung. Sie ist aber nicht städtisch und sehr volatil. Sind die Leute wirklich bereit, ihre «netten Toiletten» zur Verfügung zu stellen und den Mehraufwand einzugehen? Um

den Stadtpark herum gibt es nicht viele «nette Toiletten». Die Schüss kann man nicht als «nette Toilette» bezeichnen, um auch noch einen Spruch anzubringen. Public-Private-Partnership ist für mich, auch für dieses Geschäft nicht die Lösung. Der Missstand muss unbedingt behoben werden. Die Stadt Biel befindet sich da nicht im unteren Mittelfeld, sondern ziemlich am Schluss.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Le groupe PSR accepte bien entendu la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat interpartis et nous sommes ravis d'apprendre qu'un projet-pilote va commencer, mais nous souhaitons apporter les précisions suivantes avant que l'exécutif n'entame son analyse minutieuse sur la question et ne prenne une décision finale. Aller aux toilettes, c'est un besoin élémentaire de l'être humain. C'est d'ailleurs peut-être pour cela que c'est un sujet récurrent qui fait régulièrement l'objet d'interventions parlementaires. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle c'est l'un des sujets pour lequel nous, parlementaires, recevons le plus d'e-mails de la part de citoyennes et citoyens biennois. C'est parce que c'est un besoin fondamental de l'être humain et que la gratuité des toilettes publiques est indispensable. La ville des possibles ne peut pas répondre: «Ah désolé, si tu as un besoin pressant, tu sors d'abord ton porte-monnaie!». D'autant plus que l'intérêt de la Ville est de garder son territoire le plus propre et salubre possible. Elle n'a donc pas intérêt à ce que les personnes se soulagent dans les buissons, murs, poteaux alentours ou rivières.

On ne nie pas qu'il puisse y avoir des dégradations, mais c'est assurément de l'argent qui est bien placé, que d'offrir ce service élémentaire à sa population. N'est-ce pas Monsieur Manzoni? Je vous entends déjà. On ne peut pas faire des économies partout. D'autant plus si la problématique du vandalisme n'est que légèrement régulée par un système payant. Le surcoût qui nous est annoncé est de 20'000 à 35'000 francs, éventuellement un peu plus. Est-ce vraiment significatif au point de refuser ce service à la population? De notre avis, non. Avoir des toilettes publiques partout et ce gratuitement est une nécessité que nous devons nous octroyer.

Manzoni Bryan, au nom du Groupe PRR: On pourrait croire que ce débat, c'est simplement une question sur la gratuité des toilettes publiques au parc municipal, mais en réalité la question pour nous, elle est plus large. Comment on gère nos infrastructures publiques? Ici, on est très clair, personne ne remet en cause l'importance de disposer des toilettes publiques ou de l'accès aux besoins primaires et le parc municipal est un bon exemple, un lieu important pour les familles, pour les promenades, pour les enfants. Ce sont des infrastructures utiles. On ne remet rien en question là-dessus mais c'est précisément pour cela qu'elles doivent rester propres, à l'image de notre Ville, qu'elles doivent être fonctionnelles, qu'elles doivent surtout être sûres et bien gérées. C'est là que nous avons une divergence avec ce postulat.

L'expérience montre malheureusement qu'une gratuité totale entraîne souvent davantage de dégradations, davantage d'incivilités et davantage de coûts pour la collectivité. Le Conseil municipal lui-même le reconnaît dans sa réponse. Au final, la question est simple: Préférons-nous des toilettes gratuites mais régulièrement dégradées, fermées ou coûteuses à réparer ou fermées à cause de réparations ou préférons-nous un système modeste, équilibré, durable qui permet de garantir ce service à long terme? Une participation symbolique de quelques centimes, que ce soit par TWINT ou son portefeuille, ce n'est pas une barrière sociale, mais une contribution raisonnable au fonctionnement d'un service public qui fonctionne et qui a un coût réel, pour nettoyer, entretenir, réparer et assurer une sécurité. La gratuité absolue peut

sembler séduisante sur le papier, mais notre responsabilité politique est aussi de faire attention aux deniers publics. Eh oui, 20-35'000 francs, ça paraît peut-être des petits montants, mais 10 centimes ou 5 centimes ou même 50 centimes pour aller aux toilettes, c'est aussi un petit montant, dans un parc public. Pour ces raisons, le groupe défend une approche pragmatique: Garantir l'accès mais dans un cadre respectueux de l'argent public. Donc, nous ne soutiendrons pas l'adoption de ce postulat.

Schlup Nina, Fraktion SP/JUSO: Wenn wir wollen, dass wir unsere Infrastrukturen sinnvoll unterhalten können, müssen die verantwortlichen Leute dafür zahlen. Ich denke dabei insbesondere an die richtige Besteuerung der Unternehmen oder Steuererhöhungen bei reicheren Personen und nicht jahrein, jahraus Steuergeschenke zu machen. Das ist nicht nur auf städtischer Ebene so, sondern passiert auf kantonaler und nationaler Ebene. Reden Sie doch einmal mit diesen Leuten, wenn Sie wirklich die Verantwortlichen zur Verantwortung ziehen wollen.

Cacciabue Anna, JS: Je m'expose un peu, mais mein aktueller Saldostand beträgt 85 Rappen. Das heisst, wenn ich das nächste Mal in der Stadt auf das WC muss, läute ich bei Ihnen an der Haustür, Herr Manzoni.

Heiniger Peter, PdA: Ich habe es schon einmal gesagt, der Zugang zu öffentlichen Toiletten ist ein Menschenrecht, übrigens auch der Zugang zu Wasser. Also bitte, unternehmen Sie schnell etwas.

Achermann Brice-Maximilian, UDC: Je suis tout à fait d'accord avec le fait que les toilettes doivent être accessibles à tous et je suis du coup sensible aux arguments avancés par la droite, de dire que les toilettes doivent être accessibles et pas seulement bloquées pour cause de travaux. Quand on me parle de toilettes gratuites, j'aimerais quand même rajouter une chose, c'est qu'elles ne sont justement pas gratuites. C'est un accès libre, financé par les impôts des contribuables. Quand on prend ça en compte, je trouve normal que chaque personne qui utilise les toilettes contribue au moment où il en a besoin.

Kilezi Ruth, PSR: Je ne voulais pas prendre la parole mais je pense que l'on oublie une chose essentielle : Les toilettes, c'est un besoin fondamental et pour moi, il n'y a donc pas à négocier sur ce point.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Das Thema bewegt die Leute. In unseren wöchentlichen Sitzungen in der Direktion kommt es nebst Ratten und Tauben am meisten zur Sprache. Wir erhalten dazu sehr viele Anfragen, vor allem vom Stadtparkleist. Wir haben das Gefühl, die Lage dort hat sich während den Öffnungszeiten des «P'tit Schluck» entspannt. Das war jetzt ein ungewolltes Wortspiel mit der Entspannung. Es hat zu einer gewissen Verbesserung geführt, aber das Bistro ist nur zu begrenzten Zeiten offen. Wir haben gemerkt, dass es im Stadtpark sehr oft zu «Wildurinieren» kommt, wenn man dem so sagen kann. Für die Leute, die das wegputzen müssen, ist es unangenehm.

Eine offene Toilette ist nicht unbedingt günstiger. In weniger kontrollierten Ecken kommt es häufig zu Vandalismus, gerade nachts an frei zugänglichen Orten. Pro Schadensfall belaufen sich die Kosten von CHF 20'000 bis 30'000. Über das ganze Jahr gesehen, sind das doch schon grössere Beträge. Wir sind aber bereit, das Anliegen zu prüfen und werden die Erfahrung mit den kostenlosen Toiletten im Stadtpark anschauen.

Um die Frage der Brunnen oder des Trinkwassers aufzunehmen, hier ein kleiner Werbespot: Auf der Internetseite der Stadt gibt es sehr viele interessante Informationen, was den öffentlichen Raum betrifft. Unter anderem findet man unter dem Link WebGIS sämtliche Brunnen der Stadt. Es sind viel mehr, als ich gedacht hatte. Sie werden nach Trinkwasser oder nicht Trinkwasser unterschieden. Als Kind habe ich gelernt, wenn es nicht Trinkwasser ist, ist es angeschrieben, sonst kann davon ausgegangen werden, dass es trinkbar ist. Darum schreiben wir es nicht extra an. Ich weiss, an anderen Orten wird das anders gehandhabt.

Wir wissen, dass dieses Thema die Leute beschäftigt und bleiben dran. Ich bitte Sie, dem Antrag des Gemeinderates zu folgen.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat.

La proposition est acceptée.

7.7 20250288 Interpellation interpartis Clauss Susanne, Groupe PS/JS, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, « Comment le Conseil municipal assure-t-il la participation citoyenne au plan de canalisation du public? »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 4)

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Die Behandlung des vorliegenden Geschäfts wurde mehrmals verschoben. Die Befragung der Bevölkerung ist mittlerweile abgeschlossen. Uns ist bewusst, dass es sich eigentlich um eine Kantonsaufgabe handelt. Trotzdem, ich weiss, dass die Bevölkerung vom Gemeinderat erwartet, dass er ihren Standpunkt vertritt. Die Stadtverwaltung ist in der Arbeitsgruppe vertreten, die das Besucherlenkungskonzept erarbeitet. Ich lege meine Interessenbindung offen, ich bin Mitglied der IG Berner Wald. Es hat uns sehr irritiert, dass die IG Berner Wald im Rahmen der Erarbeitung des Besucherlenkungskonzepts nicht eingeladen wurde, aber beispielsweise die Interessenvertretung der Velofahrenden. Die Bevölkerung wurde gefragt, ob eine Bike-Piste im Längholzwald gewünscht wird oder was dagegen spricht. Es ist alles ein bisschen unbefriedigend. Ich hätte von der Stadtverwaltung erwartet, dass sie den Kanton nochmals darauf aufmerksam macht, dass keine echte Partizipation stattfindet. Es war eine blosser Alibiübung. Die Stadtverwaltung wurde, glaube ich, mehrmals darauf hingewiesen, dass die Umfrage für die Bevölkerung zu wenig sichtbar ist. Mitglieder der IG Berner Wald haben in den Quartieren Flyer verteilt. Ich weiss bis heute nicht, wie hoch die Beteiligung an der Umfrage war. Letztendlich ist das Ärgernis höher als der Nutzen.

Der Längholzwald wird ein Thema bleiben. Es ist ein kleiner Wald, der immer noch intensiv von allen Seiten genutzt wird und eigentlich ein reines Naherholungsgebiet sein müsste. Ich wünsche mir, dass der Gemeinderat dies klar vertritt. Das wird offenbar nicht gemacht. Es wäre am Gemeinderat, den Kanton darauf aufmerksam zu machen, dass keine Partizipation stattgefunden hat. Nun, es ist vorbei.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich habe gestern die Umfrageergebnisse erhalten. Über 900 Leute haben teilgenommen. Es ist sicher auch dem Flyer zu verdanken, dass so viele mitgemacht haben. Wir haben via Medien auf die Umfrage hingewiesen. Der Waldplan des Kantons sagt, dass er auch der

Freizeitnutzung dient. Freizeitnutzung ist auch Velofahren und das kann durchaus im Wald passieren.

7.9 20260042 Postulat urgent Roquet Hervé, Groupe PSR, « Améliorer la signalétique pour éviter le trafic de recherche inutile et pour mieux remplir les parkings souterrains »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 5)

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR: Le PSR salue le fait que le Conseil municipal propose d'adopter ce postulat et je l'en remercie. Mais je dois dire notre étonnement face à un problème technique, a priori relativement peu complexe et autant nécessaire pour le résoudre. Le trafic de recherche est un vrai problème pour les habitants et habitantes de notre ville. Il sature nos rues, pollue notre air, use les nerfs à la fois des passants, des habitants et des automobilistes. Pourtant, des places de stationnement, il y en a largement assez, voire trop. Le problème n'est vraiment pas le nombre de places mais plutôt la signalétique défaillante depuis plusieurs années qui complique la recherche de places. Le Conseil municipal nous rappelle lui-même qu'un crédit d'études a été voté en 2021, qu'un avant-projet est prêt, mais que la mise en œuvre devra attendre fin 2028. Cela nous semble long, d'autant que le problème est connu depuis longtemps et qu'il s'agit aussi d'une question de bonne gestion des infrastructures et des parkings existants. Le PSR remercie le Conseil municipal d'avoir proposé l'adoption de notre postulat. Mais une question demeure pour laquelle j'aimerais la réponse du Conseil municipal. Pourquoi un avant-projet finalisé en 2021 déjà n'a-t-il pas été mis en œuvre ? Est-ce vraiment une question de ressources et si oui, laquelle ?

Manzoni Bryan, au nom du Groupe PRR: C'est assez rare que l'on rejoigne le PSR sur une question, donc, on profite de le signaler ici. Effectivement, c'est un problème qui date depuis fort longtemps. Le PLR et le groupe PRR poussent vraiment le Conseil municipal à accélérer sur ce projet. Quand on arrive à Bienne en voiture et que l'on voit ces panneaux pratiquement abandonnés qui ne signalent rien, ce n'est pas une bonne première image que l'on donne de notre ville. Nous rejoignons nos collègues du PSR là-dessus.

Fritschi Lorenz, SP: Ich wollte eigentlich das Wort zu diesem Thema nicht ergreifen. Ich habe aber heute Abend gelernt, dass es offenbar möglich ist, Sofortmassnahmen zu fordern. Ich finde das System, welches seit ewigen Zeiten nicht funktioniert ehrlich gesagt auch hässlich. Ich würde als Sofortmassnahme vorschlagen, das System abubrechen und diejenigen Teile, die noch funktionieren, stehen zu lassen bis das System ersetzt wird und anschliessend die noch funktionierenden Teile ersetzen.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich verstehe den Unmut. Wir wollen auch, dass es schneller geht. Es braucht Lösungen und es ist sinnvoll, wenn die Leute möglichst schnell wissen, wo sie parkieren können. Nur, es ist nicht so einfach, wie es scheint. Relativ viele Systeme stecken dahinter, wenn es nicht nur eine Anzeigetafel sein soll wie bis jetzt. Der Koordinationsbedarf, insbesondere mit dem Kanton, der auch seine Projekte hat, ist nicht einfach. Uns fehlen die personellen Ressourcen. Ich erinnere daran, dass wir im Bereich Verkehr 300 Stellenprozente für

sämtliche Projekte haben. Wenn ich mich nicht täusche, sollte das Projekt im aktuellen Aggloprogramm umgesetzt werden, sprich bis 2028. Ich kann Ihnen versichern, wir sind dran. Das Ziel ist 2026.

Herr Fritschi, ich habe viel Sympathie für Ihren Vorschlag, aber hier geht es auch wieder um Ressourcen und am Schluss um Synergien. Ich nehme die Idee gerne mit und kläre das ab, aber ich bin nicht sicher, ob sich das so realisieren lässt.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

7.12 20250299 Motion interpartis Schiess Christophe, Groupe Les Vert-e-s, Clausse Susanne, Groupe PS/JS, Boly Kady, Groupe PSR, Eggli-Aerni Roland, Groupe PVL+, Augsburg-Brom Dana, hors parti, « Protéger les arbres dès maintenant »

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter comme tel.

(Texte de l'intervention et réponse du Conseil municipal voir annexe 6)

Schiess Christophe, au nom du Groupe Les Vert-e-s: J'ai ici ma prise de parole, sur cette feuille pliée que je dois déplier pour pouvoir la lire. Comment procéder ? Je propose d'instituer d'abord un groupe de travail, qui va réussir à élaborer une stratégie, à partir de laquelle on aura une vision globale et coordonnée qui permettra ensuite d'avoir un concept, qui ensuite définira des mesures que l'on va mettre en œuvre pour... Non, excusez-moi, Je déplie la feuille maintenant, tout simplement.

Köniz en a un, Berne en a un, auch Thun hat einen. Was denn? Diese drei Städte haben alle einen geregelten Baumschutz. Et notre ville, elle, n'est pas dotée d'un tel règlement. Avec la présente **motion que nous voulons maintenir comme motion**, contrairement à la proposition du Conseil municipal, nous nous adressons une deuxième fois au Conseil municipal en peu de temps lui demandant de protéger efficacement les arbres, c'est-à-dire en élaborant un règlement contraignant qui protège les arbres. Une fois encore, et c'est bien, nous remercions le Conseil municipal qui reconnaît dans sa réponse le rôle central des arbres pour le climat urbain, pour la biodiversité. Il reconnaît l'importance cruciale des arbres pour la qualité de vie, pour l'habitabilité de notre ville dans les prochaines décennies. Il se dit, comme nous, préoccupé que la canopée – die Baumkronenfläche – n'augmente pas assez vite, voire même ne diminue dans certains cas. Il y a donc des mesures à prendre. Mais quelles mesures prendre dans quel délai? Là, il y a un désaccord profond entre ce que nous voulons et ce que le Conseil municipal envisage. Pour la deuxième fois donc, nous avons l'impression de ne pas avoir été compris. Peut-être que nous nous sommes mal exprimés. Ma prise de parole et celles qui vont suivre vont, espérons-le, permettre de clarifier notre requête.

Un premier point, peut-être pas le plus important mais très symptomatique : Le fait que cette affaire a été attribuée à la Direction des travaux publics de l'énergie et de l'environnement. Es geht ja hier nicht primär um Baumpflege auf öffentlichem Grund. Das macht die Stadtgärtnerei, also die Direktion Bau, Energie und Umwelt und da vertraue ich auch der Stadtgärtnerei, dass sie das gewissenhaft macht. Aber es geht hier um Baumschutz, um Schutz der Bäume auf öffentlichem und privatem Boden.

Cette protection est clairement du ressort réglementaire de l'urbanisme, donc de la Mairie.

Maintenant, parlons des arbres. Les arbres, excusez-moi la comparaison, c'est un peu comme les francophones : Ils ont le droit d'être protégés et c'est notre devoir d'y veiller. (*Rires*) La différence, c'est que les arbres n'ont pas de voix pour se défendre et pas de plume pour écrire des courriers de lecteurs. C'est donc à nous de nous en charger. Souvenez-vous, début mars, un vieux chêne avait été abattu à Mâche. Cet arbre avait une histoire, les gens y étaient très attachés, on a pu le voir aux nombreuses réactions. Cet arbre avait une vie foisonnante, il abritait de nombreuses espèces. Es ist natürlich immer abenteuerlich, von Einzelfällen auszugehen. Mais ce que l'on peut dire, c'est qu'avec un règlement de protection des arbres, on change le contexte dans lequel se fait la pesée d'intérêts et dans lequel se prend une décision. Avec un règlement, il y a fort à parier que cet arbre à la riche histoire aurait aussi eu un bel avenir.

Il ne s'agit pas de réinventer la roue, le règlement type de construction du Canton de Berne, le «Musterbaureglement» donne une orientation claire. Il existe des exemples de mise en œuvre très concrets. Avec 5 conseillers municipaux, dont 3 UDC et un maire UDC, Thouné a un tel règlement. Je fais donc confiance à notre Ville qu'elle est aussi capable d'avoir un tel règlement. A nos yeux, vu l'importance de la question, vu son urgence, vu aussi la manière simple dont elle peut être réglée, ce serait une erreur de ne le faire que dans plusieurs années, prétextant la révision totale du nouveau règlement de construction. Pas besoin d'attendre. Et pour ce qui est du domaine public, la Ville peut et doit dès à présent préserver les arbres existants dans tous ses projets, donc «vom Bestehenden ausgehen». Merci beaucoup pour votre attention et je replie ma feuille sans autre procédure.

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Mit der Motion wollen wir dem Anliegen für ein Baumschutzreglement Nachdruck verleihen. Die Antwort ist enttäuschend. Wie schon mein Vorredner gesagt hat, machen wir ein bisschen Projekt, diskutieren über eine Strategie etc. Das dauert mindestens bis 2028. Mein Vorredner hat Bern erwähnt. Die Stadt hat seit 1996, wenn ich es richtig im Kopf habe, ein Baumschutzreglement, also schon seit 30 Jahren. Man muss nicht immer das Rad neu erfinden, sondern kann auch einmal etwas übernehmen und anpassen. Schliesslich ist Bern nicht am anderen Ende der Welt.

Die Eiche wurde als Beispiel erwähnt. Es gab viele Nachbarschaftsengagements, welche diese Eiche retten wollten. Sie hatten keine Chance, weil es zu wenig rechtliche Grundlagen gibt. Sie war nicht nur ein schöner Baum, sondern ein Habitat von hunderten, tausenden oder sogar Millionen von Lebewesen, nehmen wir Bakterien und Pilze dazu. Sie war auch ein wichtiger Baum für Fledermäuse. Er ist weg und warum ist er weg? Weil dort wahrscheinlich profitorientiert gebaut werden muss. Der Gemeinderat hält selbst fest, dass der Baumverlust zunimmt und die heutigen Instrumente ungenügend sind.

Auf was warten wir noch? Unsere Motion verlangt nichts Radikales. Sie verlangt lediglich, dass bestehende Bäume, auch privat gepflanzte, geschützt werden. Solange grössere Konzepte in Arbeit sind, wird das sicher nicht geschehen. Da werden höchstens die einen oder anderen noch schnell die Säge nehmen und «abrasieren». Darum bitte ich Sie, das Anliegen nicht abzuschwächen. Wandeln wir die Motion nicht in ein Postulat um. Baumschutz 2028 ist definitiv zu spät. **Wir halten an der Motion fest und bitten um die Unterstützung des gesamten Stadtrats.**

Gerber Andreas, FDP: Die Umsetzung einer Motion hat zwei Jahre Zeit. Ich glaube nicht, dass es einen Riesenunterschied macht, ob der Vorstoss als Postulat oder als Motion erheblich erklärt wird. Ich verstehe die Panik schon ein wenig. An und für sich könnte man sogar für einmal mitmachen.

Müller Bernhard, SVP: Baumschutz sofort, das tönt gut. Wer von uns ist gegen Bäume? Wer ist nicht für ihren Schutz? Unverzögliche Massnahmen zum Schutz der Bäume im öffentlichen oder privaten Raum umzusetzen, ist die Botschaft in der Beantwortung des Gemeinderats. Vorschriften und Regelungen im öffentlichen Raum bestehen schon genug. Versuchen Sie irgendwo einen Baum umzulassen, Sie haben ein Riesenproblem am Hals.

Der Gemeinderat ist sich seiner Verantwortung bewusst. Wir müssen ihm nicht noch mehr Arbeit machen. Aus der Beantwortung lässt sich entnehmen, dass der bestehende Baumbestand bereits wirksam geschützt wird. Wir diskutieren hier über zwei Sachen. Die eine betrifft den städtischen Raum, dort wird die Forderung bereits erfüllt. Bei der anderen geht es um den Eingriff in den Privatraum. Stellen Sie sich vor, Sie haben Bäume auf ihrem privaten Terrain. Vorschriften dazu sind ein einschneidender Eingriff in das demokratischen Freiheitsdenken. Ich spreche nicht von unserem Quartier. Wenn dort ortsunkundige Leute Einfluss nehmen wollen und meinen Bäumen etwas antun wollen, gehe ich auf die Barrikaden.

Dort wo der Westast geplant war, wären ganze Alleen von Bäumen gefällt worden. Ein punktuelles Problem muss punktuell behandelt werden und nicht einfach mit einer allgemeinen Vorschrift. Entschuldigung, Frau Clauss, wir können die Forderung nicht annehmen und damit die Leute quasi bevormunden. Wir haben uns entschieden, die Motion abzulehnen. Die Fraktion SVP empfiehlt dem Stadtrat, den Vorstoss ebenfalls abzulehnen.

Schiess Christophe, Les Vert·e·s: Herr Müller, da war ein Artikel vor zwei oder drei Jahren – tut mir leid, Susanne es war in der NZZ – der sehr schön geschildert hat, wie in Zürich die Stadt auf ihrem Boden Bäume pflanzt und pflegt. Die Menge der Bäume wird immer grösser. Es wurde aber klar aufgezeigt, dass die Baumkronenfläche insgesamt trotzdem zurück gegangen ist. Ich fand bemerkenswert, dass sich auch der Journalist der NZZ so engagiert zu diesem Problem geäussert hat. Was war nun der Grund? Die Baumkronenfläche war auf *privatem Boden* massiv zurückgegangen. Darum braucht es auch auf privatem Boden einen griffigen Baumschutz. Schlussendlich ist es für die Bewohnerinnen und Bewohner der Stadt ja egal, wer die Besitzer der Bäume sind, ob nun die Öffentlichkeit oder Private. Im Musterbaureglement bzw. in den Vorgaben des Kantons ist deshalb – soviel ich weiss – vorgesehen, Bäume *flächendeckend* zu schützen, egal wem sie gehören.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, FDP: Es wurde bereits viel gesagt. Ich habe auch grosse Sympathien für das Anliegen. Der Handlungsbedarf ist real. Aufgrund dieser Entwicklung muss das Ganze gesamtheitlich angeschaut werden, mit Blick auf den privaten Raum, aber eben auch auf den städtischen.

Bei mir bleibt eine gewisse Grundskepsis. Baumschutz ist kein Glaubenssatz, sondern auch eine Frage der Abwägung, gerade im Spannungsfeld von Verdichtung, Nutzung und Freiraum. Entscheidend für mich ist deshalb weniger die Breite der Forderung als die tatsächliche Wirkung. Wenn diese Motion dazu beiträgt, dass wir beim Baumschutz einen Gang höher schalten, und ich habe das Gefühl, dies ist insbesondere für den

Baumbestand auf städtischem Grund notwendig, unterstütze ich das Anliegen im Sinne einer nachhaltigen Entwicklung.

Es freut mich übrigens immer wieder, wenn wir in der Politik sinnvolle Anliegen über die klassischen Parteigrenzen hinweg gemeinsam tragen. Das ist manchmal nachhaltiger als viele unserer Umgestaltungsvorlagen. Mit diesem Gedanken im Hinterkopf kommen mir verschiedene Beispiele in den Sinn, wie die Falkenstrasse, wo ich mich deutlich schwerer tue.

Müller Bernhard, SVP: Trotz unserer Seriosität zum Geschäft, möchte ich kurz eine Anekdote, die sich in Biel zugetragen hat, schildern. Ich wurde Zeuge von etwas, wovon ich nicht direkt betroffen bin. Ich wusste nicht, ob ich danach weinen sollte oder schmunzeln. Da waren zwei Nachbarn und der Schattenwurf eines Baums war das Problem. Sie haben zehn Jahre lang auch juristisch gekämpft. Der eine wollte den Baum entfernen, der andere wollte ihn behalten und dann hiess es, der Baum wäre geschützt. Der eine Gärtner hat dann gesagt, kein Problem, ich entferne diesen. In einer Nacht- und Nebelaktion kamen Leute mit Lastwagen und in einer halben Stunde war der Baum weg. Der Nachbar hat das zu spät gemerkt und eine Riesensache ausgelöst. Der Gärtner hat gesagt, er könne nichts dafür, er hätte den Auftrag bekommen, den Baum zu entfernen. Der Nachbar, der den Auftrag gegeben hatte, erhielt eine Busse von CHF 500. Die juristischen Kosten während zehn Jahren des Krieges beliefen sich auf Tausende Franken. Wenn jemand unseren Bäumen in meinem Wohnquartier etwas antun würde, hätte er es mit mir persönlich zu tun.

Es lässt sich nicht alles generell regulieren. Ich bin dagegen, uns so weit zu «verregulieren», dass wir uns nicht mehr bewegen können. Eigenverantwortung ist gefragt und ich habe grossen Respekt vor allen, die sich wie ich für Bäume einsetzen. Übrigens, wir pflanzen Millionen von Bäumen, aber nicht in Biel. Ein bisschen Humor gehört dazu. Jetzt ist es an Ihnen, wollen Sie darüber lachen oder wollen wir überlegen, ob ein Baum ein so grosses Problem sein kann? Es gibt Wege, wie man das erledigt, ohne den Gemeinderat zu belasten.

Eggli Roland, GLP: Herr Müller, ich verstehe ihre Geschichte nicht. Eigentlich wollte jemand einen Baum beschützen. Die Gegenseite engagierte einen Killer, der die Arbeit macht und fühlte sich nicht schuldig, denn getan hat es ja der Killer. Wir brauchen eine Regelung, so geht es nicht.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Warum ist der Gemeinderat gegen die Motion? Es liegt nicht daran, dass wir gegen das Anliegen sind. Wir wollen den Baumschutz, das steht ausser Frage. Er ist unter anderem als Massnahme in der Strategie zur Anpassung an das Klima verankert. Den Auftrag haben wir. Ich glaube der Unterschied liegt in der Zeitachse. Ich verstehe, dass es eine Dringlichkeit gibt. In letzter Zeit gab es Fälle, die zeigen, dass wir handeln müssen, um den Baumschutz umsetzen zu können.

Ich komme zur Frage, warum der Vorstoss bei mir gelandet ist. Der Gemeinderat hat entschieden, dass die Direktion Bau, Energie und Umwelt (BEU) dafür zuständig ist, weil wir die fachlichen Grundlagen liefern können zur Umsetzung des Reglements durch die Stadtplanung. Wir haben aufgezeigt, dass die kurzfristigen Massnahmen erarbeitet und bereit sind. Jetzt geht es um die nächsten Schritte für das Reglement.

Was die öffentlichen Bäume betrifft, ist über die Jahre ein stetiger Zuwachs feststellbar. Wir pflanzen regelmässige Bäume. Es ist jedoch klar, es braucht Zeit bis – um ein Wort

von Ihnen, Herr Buchhofer zu bemühen – sie klimawirksam sind. Darum ist es wichtig, dass wir dranbleiben. Zu einem Punkt bezüglich des Reglements gebe ich gerne der Stadtpräsidentin das Wort.

Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Maire: C'est un plaisir de vous saluer en ce titre. L'intervention parlementaire ici déposée et la réponse apportée par la Direction des travaux, de l'énergie et de l'environnement nous permettent de nous pencher sur les questions liées au fonctionnement de l'Administration, des diverses responsabilités et du sens que l'on veut donner à un nouveau règlement. Quelle collaboration est nécessaire pour aboutir à ce qui est demandé par la motion ? Il y a trois niveaux. D'abord le niveau d'expertise et de connaissance des arbres, comme mentionné dans la réponse, avec un concept d'arborisation qui est en cours et qui relève du service de l'environnement. Nous avons ensuite la dimension des soins apportés aux arbres, c'est-à-dire l'entretien, qui relève des espaces verts, donc du département des infrastructures. Et nous avons enfin, et cela touche en particulier les arbres en propriété privée, la question de la protection, qui relève d'un cadre juridique, réglementaire. Il s'agit donc maintenant de réfléchir à une collaboration à l'interne de l'Administration dans la perspective d'aboutir à un règlement qui fasse sens. J'entends bien l'urgence, puisque pour l'instant, nous n'avons pas d'autres outils en main que la question réglementaire liée au permis de construire, qui ne permet pas d'intervenir lorsqu'il est question de l'abattage d'un arbre sur un terrain privé. Il s'agit donc maintenant de réunir les efforts et de travailler sur un nouveau règlement, sous le pilotage de l'urbanisme. Mais pour cela, il nous faut du temps.

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Nous avons donc une motion que le Conseil municipal propose de transformer en postulat. Les motionnaires souhaitent cependant maintenir la motion et celle-ci est contestée par l'UDC. Donc, en vertu de l'art. 36 al. 2 du règlement du Conseil de ville, nous allons maintenant voter tout simplement sur l'acceptation ou non de la motion.

Vote

- sur la proposition des auteurs d'adopter l'intervention parlementaire en tant que motion.

La proposition est acceptée.

10. 20250348 Motion Buchhofer Stephan, FDP, « Un projet phare pour assurer une revalorisation suffisante et efficace sur le plan climatique de la partie sud du quai du Haut »

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter comme tel.

(Texte de l'intervention et réponse du Conseil municipal voir annexe 7)

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, FDP: Ich akzeptiere die Umwandlung der Motion in ein Postulat nicht aus Überzeugung, sondern aus Pragmatismus. Wenn ich die Beantwortung des Gemeinderats lese, scheint schon alles vorhanden zu sein: Leitbild,

Programme, Beschlüsse. Kurz, es fehlt nur noch die Umsetzung und genau darum ging es mir. Nämlich um Bäume, Schatten und weniger Asphalt. Wir sind uns in der Sache also erstaunlich einig. Das ist eine gute Nachricht.

Die weniger gute ist, Einigkeit ersetzt keine Realität im Stadtraum. Ich verstehe den Prüfauftrag des Postulats deshalb als Auftrag und als Einladung, aufzuzeigen, dass Biel auch *kann* und nicht nur *gründlich im Prozess ist*. Wenn wir in zwei, drei Jahren am oberen Quai im Schatten sitzen, die Vögel zwitschern hören und der fließenden Schüss zuschauen, war es richtig, der Umwandlung zu folgen. Wenn nicht, war sie vom Gemeinderat gut formuliert. Ich setze und hoffe auf ersteres.

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Le groupe des Vert.e.s soutient aussi la transformation de cette motion en postulat et je vous invite à en faire de même. Je crois que ce n'est pas contesté non plus par le motionnaire. J'aimerais revenir sur quelques autres points qui me paraissent plus importants. La partie sud du Quai du haut a besoin d'une revalorisation climatique ambitieuse, avec des arbres, revêtements perméables, des espaces de qualité pour la population. Ce sont des priorités que nous défendons aussi. Le concept directeur évoqué par le Conseil municipal pour les Quais du haut et du bas va également dans ce sens. Donc, le cadre existe et les outils aussi et il faut maintenant aller de l'avant. Ce que nous apprécions dans la démarche proposée par le motionnaire, c'est cette dose de pragmatisme. Partir des qualités existantes, travailler avec des architectes urbanistes et chercher des solutions simples et efficaces plutôt que trop coûteuses. C'est comme cela que nous pourrions mettre en œuvre de manière générale l'initiative sur le climat urbain.

Si nous ne pouvons pas soutenir la motion telle qu'elle est, c'est notamment parce qu'elle priorise la question des places de stationnement avec le parti de maintenir au moins 50% des places déjà présentes. Sur ce point-là, il y a des différences et des discussions à mener. La réponse du Conseil municipal le montre quand bien même des mesures ont déjà été adoptées sur le côté nord et les prochaines phases de planification, notamment liées à la rénovation de la parcelle du Bubenbergrasse, devront se baser sur une pesée d'intérêts sérieuse, par rapport à cette question des places de stationnement. Mais figer ce paramètre maintenant, dans une motion, c'est un peu fermer les portes avant d'avoir examiné toutes les options. À noter encore que c'est justement par la reprise des surfaces actuellement réservées aux places de stationnement qu'il est possible de transformer cet espace public pour prioriser les mobilités actives. Avec la plantation d'arbres, par exemple.

Pour nous, le postulat est la forme adéquate pour atteindre notre objectif. Il mandate le Conseil municipal pour étudier cette question et agir avec pragmatisme et avec la liberté nécessaire pour trouver des bonnes solutions, tout en tenant compte de certaines propositions du motionnaire.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Wir beantragen die Umwandlung in ein Postulat, weil wir das Anliegen in unsere Überlegungen integrieren wollen. Es gibt viel Papier, aber was es nicht gibt, ist ein Projekt. Dieses müssen wir erarbeiten und die Forderung kann darin einfließen, was nicht heisst, dass wir diese am Schluss einbeziehen werden. Ich erinnere daran, dass wir nach der Ablehnung des Projekts am Unteren Quai weitere Aufträge haben. Ein Auftrag ist, die Verkehrsmassnahmen separat umzusetzen. Im Moment sind wir mit verschiedenen Fachverbänden in Kontakt, um den weiteren Zeitplan zu besprechen. Zu einem späteren Zeitpunkt werden wir auch mit der IG, die das damalige Projekt erfolgreich bekämpft hat, Kontakt

aufnehmen. Es gibt gewisse Überlegungen zum weiteren Vorgehen, wir sind aber, was die Gestaltung betrifft, noch nicht so weit.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

Interruption de la séance: 19h55 – 21h00

14. 20250349 Postulat interpartis Roquet Hervé, Groupe PSR, Leonarz Matilda, Fraktion SP/JUSO, Weber Philippe, Les Vert-e-s, « Moins de feux rouges, plus de fluidité et de sécurité ! Pour une politique active de la suppression des feux de signalisation à Bienne »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le classer comme étant réalisé.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 8)

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert-e-s: On aimerait d'abord commencer par saluer la réponse du Conseil municipal. Elle témoigne d'une réelle motivation et d'un travail concret déjà accompli par l'Administration, ce qui est déjà une bonne chose. Par exemple, la suppression de feux rouges a déjà eu lieu à la Route de Brügg, à la Rue du débarcadère et la Rue du Marché-Neuf. Tout cela, on l'accueille de manière positive et, face à cela, on est d'accord d'accepter le classement des points 1 et 4 du postulat.

Par contre, pour les points 2 et 3, on vous proposerait de ne pas classer ces points. Pourquoi ? Ce que décrit le Conseil municipal, c'est une gestion qui nous semble être une gestion au cas par cas, un peu déclenchée par les projets d'entretien et à l'opportunité. C'est utile, c'est déjà bien, mais ce n'est pas encore pour nous le signe d'une politique publique prévoyante qui oriente et structure le système de circulation à long terme dans notre ville. Une politique publique, c'est quoi ? C'est une vision, c'est se demander, par exemple sur l'ensemble du réseau de circulation biennois, quels sont les carrefours où la suppression d'un feu améliorerait le plus la sécurité et la fluidité du trafic pour les usagers et dans quel ordre agir. La Ville dispose déjà d'une cartographie, d'un diagnostic de la situation et ce qu'on demande, ce n'est pas de recommencer à zéro. Il convient justement de ménager les ressources à disposition. Ce que l'on demande, c'est que ces outils qui existent déjà servent à définir des priorités claires et un plan d'action et pas seulement à gérer les urgences au jour le jour et au cas par cas. Genève, Lausanne et Fribourg l'ont déjà fait en quelque sorte et Bienne a aussi les moyens de le faire.

Donc, maintenir les points 2 et 3, c'est simplement demander au Conseil municipal de formaliser, en lui donnant un cadre supplémentaire, une direction et une ambition à la hauteur de la stratégie globale de mobilité. Merci donc de soutenir le maintien des points 2 et 3 du postulat et d'accepter le classement des points 1 et 4.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR: Au nom du PSR et en tant que cosignataire de ce postulat, j'aimerais commencer par remercier le Conseil municipal pour la réponse fournie et la liste de feux que Madame Frank nous a fournie entre-temps. La

réponse atteste que la question de la suppression des feux de signalisation est effectivement présente dans les réflexions du Conseil municipal et c'est une bonne chose. Nous acceptons donc le classement des points 1 et 4.

En revanche, nous ne pouvons pas accepter le classement des points 2 et 3. Le point 2 demandait d'identifier et de cartographier les carrefours à feux dont la suppression présenterait un potentiel d'amélioration de la fluidité et de la sécurité et qui pourraient faire l'objet d'une suppression en priorité et à court terme. La réponse nous dit que la Ville dispose déjà d'une cartographie des feux de signalisation et de leurs caractéristiques. C'est très bien, mais ce n'est pas exactement ce que nous avons demandé. La liste fournie ne répond pas non plus de manière satisfaisante à cette question. Disposer d'une cartographie générale des feux n'est pas la même chose que de produire une liste indiquant les carrefours dont la suppression apporterait un gain pour la fluidité et pour la sécurité des différents usagers. La réponse cite quelques exemples de feux supprimés et nous saluons ces suppressions. Mais il s'agit là d'un bilan rétrospectif, projet par projet, et non pas d'une planification prospective qui donne une vision globale de la politique de la Ville en matière de suppression de feux et d'objectifs. C'est pourquoi nous demandons que le point 2 ne soit pas classé comme réalisé mais maintenu comme une exigence à laquelle le Conseil municipal devra revenir, en fournissant au Conseil de ville une cartographie concrète et une liste priorisant les carrefours candidats à une suppression de feux. Pour ce qui concerne le point 3, là aussi la référence à la stratégie globale mobilité et à ce qui se fait déjà, ne suffit pas. Nous souhaitons pouvoir connaître le positionnement du Conseil municipal et les critères utilisés pour évaluer la pertinence de la suppression ou non de feux de circulation. Je vous remercie donc d'accepter le maintien des points 2 et 3 et de suivre le Conseil municipal pour les points 1 et 4.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, FDP: Ich habe mich zum vorliegenden Geschäft nicht vorbereitet. Ich habe aber grosses Verständnis dafür, den Vorstoss in abgewandelter Form erheblich zu erklären. Ich hoffe, dass das Postulat hilft, bei zukünftigen Projekten auf technische Anlagen zur Erhöhung der Verkehrssicherheit zu verzichten. Sinnvoller ist die Erhöhung der Sicherheit durch Temporeduktion. Wir müssen Sicherheit mit anderen Mitteln erreichen als mit technischen Massnahmen, die weder schön noch nachhaltig sind und nur vermeintlich sicher.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Wir beantragen die Abschreibung, weil wir überzeugt sind, dass wir mit dem gewählten Vorgehen auf dem richtigen Weg sind. Auswirkungen auf den Verkehr müssen punktuell angeschaut werden. Es gibt Fälle, wo Ampeln weiterhin notwendig sind. Das ist einerseits eine Frage der Buspriorisierung und andererseits eine Frage der Blaulichtorganisationen, insbesondere der Feuerwehr. Zusammen mit der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) sind wir im Moment dabei ein Notfallroutenkonzept auszuarbeiten. Dabei ist es eben wichtig, im richtigen Moment die Ampel umschalten zu können, damit die Feuerwehr durch eine grüne Welle priorisiert wird.

Im Zusammenhang mit dem Konzept für den motorisierten Individualverkehr (MIV), können wir das Anliegen prüfen, dies aber eher sekundär. Danke, dass Sie dem Antrag des Gemeinderates folgen.

Vote

- sur la proposition des auteurs de ne pas classer les points 2 et 3 du postulat.

La proposition est acceptée (le postulat est adopté et les points 1 et 4 sont classés).

15. 20250350 Postulat interpartis Leonarz Matilda, Fraktion SP/JUSO, Roquet Hervé, Groupe PSR, «Sécurité pour les cyclistes à la rue des Marchandises»

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 9)

Leonarz Matilda, Fraktion SP/JUSO: Zuerst möchte ich mich für die Beantwortung unseres Postulats bedanken. Trotzdem betone ich nochmals die Dringlichkeit. Die Strecke an der Güterstrasse zwischen dem Kreisvortritt Murtenstrasse und Guisanplatz muss neu gedacht werden. In den letzten zehn Jahren sind extrem viele neue Wohnungen entstanden, beispielsweise an der Esplanade, Alleestrasse, Schwanengasse, etc. Nach meiner kurzen Zählung sind es über 500 neue Wohnungen. Jede Bewohnerin dieses Quartiers, ob alteingesessen oder neu, die am Guisanplatz einkaufen, Kaffee trinken oder ins Fitness gehen möchte, nimmt wahrscheinlich den kürzesten Weg über die Güterstrasse. Diejenigen, die mit dem Velo unterwegs sind und Richtung Guisanplatz fahren wollen, müssen entweder einen Umweg auf sich nehmen oder sich dem Risiko der Güterstrasse stellen. Die Einbahnstrasse mit dem Velo Richtung Guisanplatz zu passieren, wird schnell gefährlich. Die Fahrbahn ist von beiden Seiten mit Parkplätzen eingeschränkt und nur breit genug, damit ein Auto in eine Richtung fahren kann. Ein Velo und ein Auto kommen nicht aneinander vorbei und es gibt keine Ausweichmöglichkeiten. Um eine so zentral gelegene Strasse für alle Verkehrsteilnehmenden sicher zu gestalten, lege ich dem Gemeinderat ans Herz, bald etwas zu unternehmen. Vielen Dank.

Achermann Brice-Maximilian, au nom du Groupe UDC: Le groupe UDC a pris connaissance de ce postulat et nous nous y opposons. C'est une démarche classique anti-voiture. On commence par le sujet de la sécurité des cyclistes, thématique consensuelle, puis on y ajoute le passage en zone 30km/h, mesure sensée et peu coûteuse, puis vient l'inévitable suppression de places de parking, mesure tant chérie par la gauche biennoise mais qui dérange ceux qui vivent à Bienne et environs et qui se déplacent sans subventions. Nous connaissons la suite du procédé : acceptation de ce postulat par ce Parlement à majorité de gauche, puis réalisation généreuse de ce postulat par le Conseil municipal à majorité de gauche. Si les contribuables et les finances biennoises ont de la chance, les places de parking seront simplement enlevées et un peu de peinture sera utilisée pour faire une piste cyclable. On restera sous la dizaine de milliers de francs. Mais si on touche le gros lot et qu'on a le droit à une zone de rencontre avec des arbres, alors là, c'est le jackpot et ça chatouillera la centaine de milliers de francs. Les finances biennoises méritent une décroissance forte des dépenses luxueuses. Merci pour votre écoute.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR: Au nom du PSR, je salue l'adoption de ce postulat par le Conseil municipal et la reconnaissance entière du problème. La Rue des Marchandises, sur le tronçon de la Place du Général Guisan et le giratoire de la Rue de Morat est aujourd'hui dangereuse pour les cyclistes. J'en ai fait moi-même plusieurs fois l'expérience en remontant sur la droite, en direction de la place Guisan. Il suffit qu'il y ait une voiture parquée sur la droite qui ouvre sa porte et une voiture qui arrive en même temps en face. Je pense qu'il y aurait un choc frontal. C'est arrivé plusieurs fois et on est tendu en tant que cycliste, quand on passe sur ce tronçon problématique. Le Conseil municipal le confirme, noir sur blanc dans son rapport, à la largeur actuelle et aux normes en vigueur, une voiture roulant à 50 km/h ne peut pas croiser un vélo en sécurité. C'est écrit, c'est acté et c'est déjà un progrès que ce soit clair. Mais je dois quand même encore souligner deux choses.

Premièrement : L'urgence. Cette rue est inscrite au plan sectoriel vélo comme itinéraire de confort. Elle relie la Place du Général Guisan au Palais des Congrès et à l'Esplanade. C'est un axe cyclable structurant du centre-ville. On y comptabilise de nombreux véhicules qui passent par jour et sans intervention, c'est donc une mise en danger continue des cyclistes qui passent par ce trajet. Le PSR attend du Conseil municipal qu'il n'attende pas la fin d'une planification urbanistique d'ensemble pour agir. Des mesures transitoires – zone 30, suppression de places de parking, marquages – peuvent être mises en place rapidement et à moindre frais.

Deuxièmement, et cela rejoint la motivation même du postulat, il faut à cette occasion repenser nos arbitrages sur le stationnement en surface dans le centre-ville. Celui-ci reste saturé de places de stationnement en surface et cela réduit l'attractivité du centre-ville alors qu'il existe de nombreuses alternatives souterraines. Celles-ci sont proches, bon marché, quasiment jamais saturées et bien placées. Il n'y a donc plus aucun argument crédible pour maintenir des dizaines de places de parking qui privatisent l'espace public et qui rétrécissent les chaussées au point d'y rendre les déplacements à vélo dangereux. Le groupe PSR vous invite à adopter ce postulat et compte sur le Conseil municipal pour passer rapidement aux mesures concrètes.

Briechle Dennis, GLP: Wir haben heute Abend schon mehrmals über die Ausführungen des Gemeinderates gesprochen. In seinen Beantwortungen legt der Gemeinderat seine Prozesse dar, erklärt Strategien, Konzepte, weitere Schritte und deshalb könne leider aktuell noch nichts unternommen werden. Vorliegend haben wir ein Beispiel dafür und ich habe mich beim Lesen furchtbar darüber aufgeregt. Der Gemeinderat weist im letzten Absatz der Antwort darauf hin, dass die Güterstrasse im Bereich des Entwicklungsgebietes oder des Nutzungskonzeptes Bahnhof liegt, zwar nicht im Perimeter aber daran angrenzend. Der Gemeinderat schreibt, dass eine Anpassung des Geschwindigkeitsregimes auf der Güterstrasse daher nicht isoliert betrachtet werden kann. Doch, das kann sie, wenn man denn möchte! Der Gemeinderat hat die Kompetenz und übrigens auch den Auftrag des Stadtrats. Er hat die Macht, die Signalisation zu ändern. Er könnte sagen, ja, in dieser engen Strasse ist Tempo 50 wirklich etwas übertrieben, hier signalisieren wir Tempo 30.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat.

La proposition est acceptée.

7.5 20250304 Postulat Müller Lukas, UDF, « Remplacer la police des marchés par un logiciel automatisé ou une IA et la transformer en police municipale »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le classer comme étant réalisé.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 10)

Müller Lukas, EDU: Je remercie le Conseil municipal pour sa réponse. Je pense que c'est bien qu'il veuille accroître l'efficacité et l'automatisation de tous ses processus. La police des marchés, c'est vraiment quelque chose qui était nécessaire dans les années 50, au XVIIIe ou XIXe siècle. Mais maintenant, je pense que la police a vraiment d'autres problèmes à résoudre, par exemple le problème des graffitis et des vélos volés. De tous les vélos volés dans notre ville, seulement 8% des personnes qui ont volé ces vélos sont inculpées. 92% ne le sont jamais et je pense que c'est très grave, surtout si on veut être une ville de vélos ou si on veut avoir des grands idéaux verts. Je pense que c'est très dommage qu'une partie de notre sécurité s'occupe de choses qui ne sont vraiment pas nécessaires, qui sont très ennuyantes aussi pour les personnes qui doivent les gérer et qui ne sont pas utiles du tout pour la population.

Schiess Christophe, Les Vert-e-s: Notre groupe suit sur toute la ligne les arguments et la recommandation du Conseil municipal. Merci pour la réponse claire et concise. Herr Müller, Sie schlagen vor, die Marktpolizei abzuschaffen, damit Ressourcen frei werden für Wichtigeres, unter anderem für gemeindepolizeiliche Aufgaben im Dienste einer, ich zitiere, «schönen und reinen Stadt». Je m'étais engagé, il y a quelques mois, suite à une intervention de Leona Wassmann, pour que toutes les interventions soient débattues ici, sans filtre du bureau du Conseil de ville. Cela implique que si nécessaire, l'on réagisse avec rigueur, ici-même.

C'est le mot «rein», donc pur en français, qui me fait réagir. Je ne veux pas personnellement vous prêter de sinistres desseins mais les mots ont un poids, une histoire et personne n'est à l'abri d'être parfois vecteur d'idées qui nous dépassent. En lisant l'adjectif pur, je ne peux m'empêcher de penser à ce qu'écrit Michel Tournier dans le Roi des Aulnes, 1970. Je cite, attention âmes sensibles s'abstenir : «La pureté est horreur de la vie, haine de l'homme, passion morbide du néant. Un corps chimiquement pur a subi un traitement barbare pour parvenir à cet état absolument contre nature. L'homme chevauché par le démon de la pureté sème la ruine et la mort autour de lui. Purification religieuse, épuration politique, sauvegarde de la pureté de la race, nombreuses sont les variations sur ce thème atroce, mais toutes débouchent avec monotonie sur des crimes sans nombre dont l'instrument privilégié est le feu, symbole de pureté et symbole de l'enfer.»

Je me répète, Monsieur Müller, je ne veux pas vous prêter ces sinistres intentions. J'avais fait la même remarque, il y a quatre ans, à un candidat au Grand Conseil d'un parti qui porte le mot «romand» dans son nom. Il avait publiquement appelé à voter pour une liste francophone «pure». Il m'avait remercié chaleureusement de l'avoir rendu attentif au poids de ce mot, notamment avec la citation que je viens de faire, et de lui avoir rappelé que l'on parle plus de 80 langues à Bienne, comme en avait témoigné l'excellente exposition «Le bilinguisme n'existe pas» du NMB.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: C'est difficile de parler après les paroles très justes de Christophe Schiess, que je remercie. On peut rajouter d'autres thèmes de pureté, peut-être la pureté féminine qui était exigée partout et contre laquelle on se bat aussi, mais ce n'est pas le débat aujourd'hui. Il y a une question qui a été posée. Pourquoi est-ce que la police municipale ne s'occupe pas de vols de vélo ? Je peux vous dire que depuis 2009, c'est la tâche de la police cantonale. Il y a une loi cantonale qui exige que tout ce qui est recherche de délinquants, de contraventions, de mesures contre les graffitis également, ne peut pas être fait par la police municipale, même si on le souhaitait.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

7.13 20250300 Motion Müller Lukas, UDF, « Pas de prostitution aux abords de nos écoles »

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal voir annexe 11)

Müller Lukas, EDU: Ich denke, wir haben die einmalige Möglichkeit, über etwas zu debattieren, über das wir normalerweise nie sprechen. Es geht um die Würde von Frauen und um die Integrität, die Reinheit, wenn ich das so sagen darf, von Kindern. Unsere Kinder sollen von Institutionen ferngehalten werden, die mit Lover Boys operieren, Minderjährige anlocken, mit kriminellen Clans Frauenhandel betreiben und Leute aus miserabelsten Situationen unter falschen Versprechungen in die Schweiz locken und hier brutal ausbeuten.

Es geht auch um die Frage, ob unsere Kinder in der Nähe dieser Institutionen sein sollen. Sollen junge Männer in diese Institutionen gehen können, da dies nicht verboten ist. Wir leben in einer Zeit, in der es normal geworden ist, wenn die Eppsteins, Bersets und Weinsteins denken, sie können mit Geld alles machen. Einige Männer wollen das Gleiche auch einmal ausprobieren, das verstehen wir, aber ich denke, das sollte nicht in der Nähe unserer Schulen passieren.

Es ist wichtig, dass sich die Polizei mit dem Thema Menschenhandel befasst. Meistens befasst sie sich mit Parkplätzen, Fahrverboten für Velos oder kontrolliert Aufenthaltsbewilligungen. Die grundsätzlichen Probleme, welche die Prostitution in der Nähe von Schulen mit sich bringen, bleiben ungelöst. Ich weiss, ich bin hier im Parlament am falschen Platz, aber ich weise Sie darauf hin, dass Prostitution mit 16-Jährigen erst 2014 in der Schweiz verboten wurde und damals alle die Augen verdreht haben.

Gerber Andreas, FDP: Herr Müller, wahrscheinlich nicht umsonst haben vorhin einige Frauen den Saal verlassen. In der Beantwortung des Gemeinderates steht, dass wir nicht zuständig sind. Es ist schade und vollkommen unpassend, dass Sie hier Ihre Propaganda loswerden. Ich empfehle Ihnen, bei der Einreichung von Vorstössen zu prüfen, wo die Stadt zuständig ist und wo nicht. Jetzt trotzdem noch das Wort zu ergreifen, ist nicht förderlich für Sie. Ich meine es nur gut mit Ihnen, es ist wirklich jammerschade.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: Comme la réponse l'a expliqué, l'interdiction de la prostitution aux abords des écoles se trouve déjà dans

la loi cantonale. En technique législative, on essaie d'éviter de répéter 15 fois la même chose dans différentes bases légales, donc ce n'est pas répété pour la Ville de Bienne. Étant donné que la Ville de Bienne fait partie du canton de Berne, la loi cantonale bernoise s'applique ici. Donc, vos soucis n'ont pas lieu d'être et la loi est appliquée ici, tout comme dans le reste du canton.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de rejeter la motion.

La proposition est acceptée.

7.14 20250303 Postulat Müller Lukas, UDF, « Supprimer la double imposition des cartes de stationnement pour les riveraines et riverains »

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 12)

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Personne ne souhaite s'exprimer mais l'auteur conteste la proposition du Conseil municipal, alors on va voter.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de rejeter le postulat.

La proposition est acceptée.

7.16 20250302 Postulat Groupement des femmes parlementaires (Wassmann Leona, Groupe PS/JS, Schultz Moema, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Magnin Nadia, Groupe Les Vert-e-s, Varrin Océane, Groupe PRR, Augsburg-Brom Dana, hors parti), « Réintroduire la Table ronde contre la violence domestique »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 13)

Wassmann Leona, Fraktion SP/JUSO: Es freut uns sehr, dass der Gemeinderat den Runden Tisch wieder einführen möchte und den Kontakt zur Regierungsstatthalterin sucht. Gestern fand in Binningen ein Gerichtsprozess zu einem Femizid statt. Die 38-jährige Frau wurde von ihrem Ehemann ermordet und ihr Körper zerstückelt, weil sie sich von ihm trennen wollte. Wie wir alle hoffentlich mittlerweile wissen, ist Frauenmord nur die Spitze des Eisbergs.

Angesichts der hohen sicherheitspolitischen Relevanz, der komplexen Thematik mit den vielen verschiedenen AkteurlInnen sowie der zunehmenden häuslichen Gewalt, bei gleichzeitig mangelnder Konsequenz und fehlender Priorisierung seitens des Kantons ist es zentral, dass die Stadt Biel aktiv wird und eine führende Rolle in der Koordination

für den Runden Tisch einnimmt. Umso unverständlicher ist es jedoch, dass der Runde Tisch seit 2021 nicht mehr durchgeführt wurde. Ebenso nicht akzeptabel ist, dass eine derart wichtige sicherheitspolitische Thematik davon abhängt, welche EntscheidungsträgerInnen gerade im Amt sind. Ein solches Gefäss darf nicht vom persönlichen Engagement einzelner abhängig sein. Dementsprechend danken die Fraktionen SP/JUSO und PSR dem Gemeinderat für die Unterstützung und hoffen, dass Sie das vorliegende Postulat ebenfalls erheblich erklären. Der Verstorbenen wünschen wir zudem, dass sie in Frieden ruhen kann und der verbliebenen Familie drücken wir unser Beileid aus.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: Nous avons déjà pu discuter avec la Préfecture, qui prévoit de remettre sur pied une table ronde large. Je peux également vous préciser que depuis 2021, il y a eu des séances entre l'APEA, la Préfecture, la Police cantonale et la Justice, séances auxquelles la Ville et d'autres institutions n'étaient plus conviées, contrairement à ce qui se faisait auparavant. A l'avenir, cela va être beaucoup mieux, avec des participants de plusieurs services de la Ville, afin que tout le monde se connaisse, soit à la même page et puisse lutter ensemble contre le fléau qu'est la violence domestique qui, malheureusement, se produit encore et toujours en ville de Bienne.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

7.17 20250352 Interpellation Maurer Stefan, UDC, « Surveillance du trafic au carrefour de l'esplanade du Palais des Congrès »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 14)

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Stefan Maurer est absent, personne ne souhaite s'exprimer et il s'agit d'une interpellation, donc nous passons au point suivant.

12. 20250380 Postulat Müller Lukas, UDF, « Faire baisser les loyers à Bienne en améliorant le plus possible les conditions des logements sociaux »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le classer comme étant réalisé.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 15)

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Personne ne souhaite s'exprimer. Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le classer comme étant réalisé mais l'auteur conteste cette proposition. On peut voter sur ce point.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de classer le postulat.

La proposition est acceptée.

13. 20250381 Postulat Müller Lukas, UDF, « Transparence dans les transferts à l'APEA »

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 16)

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Personne ne souhaite s'exprimer mais l'auteur du postulat conteste la proposition du Conseil municipal, alors on va voter.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de rejeter le postulat.

La proposition est acceptée.

7.1 20250284 Postulat interpartis Lindegger Reto, Groupe FDP, Paronitti Maurice, Groupe PRR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Boly Kady, Groupe PSR, Burri Rahel, Groupe PS/JS, Weber Philippe, Groupe Les Vert-e-s, « Extension rapide de la Filière bilingue »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 17)

Lindegger Reto, Fraktion FDP: Bei der Filière Bilingue (FiBi) handelt es sich um ein erfolgreiches Modell, wie Studien und auch Erfahrungen zeigen. Grundsätzlich bin ich mit der Antwort des Gemeinderates einverstanden, weise aber noch einmal darauf hin, dass wir mit dem heutigen System der grösstenteils geografischen Aufnahmekriterien eine Ungerechtigkeit schaffen. Jahr für Jahr schulen wir Dutzende Kinder einsprachig ein, die eigentlich gerne in eine zweisprachige Klasse gehen würden. Zudem haben gerade die bisherigen Erfahrungen und Auswertungen gezeigt, dass für fremdsprachige Kinder die FiBi eine Chance sein kann. Die vom Gemeinderat erwähnten Herausforderungen bezüglich Rekrutierung von Lehrpersonen auf Sekundarstufe anerkenne ich, gebe jedoch zu bedenken, dass eine Ausweitung auch auf Primarstufe realisiert werden könnte. Es blieben dann immer noch fünf weitere Jahre, bis diese Kinder in die Sekundarstufe kommen. Aufgrund der Angaben des Gemeinderates gehe ich im Moment davon aus, dass es ungefähr zehn Jahre dauern wird, bis die FiBi auf Sekundarstufe ausgeweitet werden könnte, sofern es überhaupt zu einer Ausweitung kommt.

Ich erachte die Ausweitung nach wie vor als prioritär zu realisierendes Projekt in der Bildungsstadt Biel im Kontext von Chancengleichheit – auch geografischer Chancengleichheit – und Standortattraktivität.

Burri Rahel, Fraktion SP/JUSO: Im Namen der Fraktion SP/JUSO bedanke ich mich herzlich bei der zuständigen Gemeinderätin für die fundierte Beantwortung. Eine sorgfältige Abwägung fand statt und ist auch weiterhin geplant. Unser Bildungssystem ist sehr wichtig.

Die Fraktion SP/JUSO begrüsst und unterstützt den geplanten Ausbau der FiBi. Für uns ist klar, dass ein starkes und chancengerechtes Bildungssystem das Rückgrat

unserer Gesellschaft ist. Die FiBi ist nicht nur ein pädagogisches Vorzeigeprojekt, sondern auch ein gelebtes Stück Bieler Identität. Uns ist wichtig, und da stehen wir hinter der Antwort des Gemeinderates, dass Qualität vor Eile kommt. Wie wir den vorliegenden Argumenten entnehmen können, ist eine klare Prüfung und eine gute Basis essenziell. Wir bevorzugen eine solide, nachhaltige Erweiterung gegenüber einer übereilten Lösung, die eventuell später korrigiert werden muss. Kontinuität schafft Vertrauen bei Eltern, Lehrpersonen und Schülern und sichert Qualität. Wir hoffen aber gleichzeitig, dass die Ausweitung vorangetrieben wird, auch wenn dies vielleicht vorerst in kleinerem Rahmen dafür in einem stabilen Ausmass stattfindet. Ein gutes Bildungssystem ist eine wichtige Investition für unsere Stadt. Wir unterstützen die Stossrichtung des Gemeinderates und freuen uns auf die nächsten Schritte der Umsetzung.

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ findet die Förderung der Zwei- oder Mehrsprachigkeit und Schulversuche zum zweisprachigen Unterricht sehr wichtig. Genau deshalb finden wir, dass die gewünschte rasche Skalierung nicht in einer politisch gewollten Vergrösserung eines Pilotprojekts liegen kann, sondern aus den Erkenntnissen dieses Versuchs aufgebaut werden muss. Die Förderung der Zweisprachigkeit muss den grösseren Bildungskontext berücksichtigen. Öffentliche Schule soll für alle attraktiv sein und bleiben, nicht nur für ausgewählte Schülerinnen und Schüler, sonst bleibt die Chancengleichheit ein Schlagwort.

Unsere Sorge ist, dass mit einer simplen Ausweitung des Schulversuchs die Ungleichheit bei den Bildungschancen verstärkt wird. Die programmatische Durchmischung der Fibi-Klassen, je sechs Kinder deutscher, sechs Kinder französischer Muttersprache und acht fremdsprachige Kinder aus verschiedenen Quartieren führt dazu, dass bei der vorgeschlagenen Verdreifachung des Pilotprojekts zumindest einem Teil der Quartiere in den anderen Klassen französisch-beziehungsweise deutschsprachige Kinder fehlen werden. Das hilft weder der Integration noch der Chancengleichheit der verbleibenden Schülerinnen und Schüler. Dadurch entstehen eine Mittelklasseschule und parallel dazu abgehängte Klassen.

Dazu kommt, dass geschätzt knapp unter 50% der Bieler Primarschulkinder zu Hause weder Deutsch noch Französisch sprechen. Diese Kinder müssen Deutsch oder Französisch lernen, bevor sie sich an einer Dritt- oder Viertsprache abmühen. Um eine öffentliche Schule für alle Kinder sinnvoll zu gestalten, braucht es in Bezug auf FiBi den Diskurs mit den MigrantInnen-Verbänden und den Lehrkräften zur Umsetzung.

Der Grosse Rat hat vor kurzem die Schaffung von zweisprachigen Klassen im ganzen Kanton ermöglicht. Es braucht in diesem Kontext kein Vorpreschen von Biel, sondern ein Teilen der Erfahrungen mit FiBi mit anderen Gemeinden, um eine solide Basis für die Umsetzung zu schaffen. Es ergibt keinen Sinn, jetzt Sondergenehmigungen beim Kanton für die Ausweitung eines Pilotprojekts einzuholen, wenn ein besseres Modell, das keine Bewilligungen braucht, umgesetzt werden kann.

Wir brauchen nicht ein blindes Vervielfältigen von FiBi, sondern eine Ausweitung des zweisprachigen Ansatzes, der sich nicht nur an den Wünschen einiger Eltern, sondern an den Bedürfnissen aller Kinder orientiert. Neben dem Unterricht gibt es für Eltern viele weitere Möglichkeiten, die Zweisprachigkeit ihrer Kinder zu fördern. Die Tagesstrukturen der Bieler Schulen sind bereits zweisprachig, die meisten Vereine bieten zweisprachige Aktivitäten an, gemeinsame Mittagstische können auch privat organisiert werden. Die Stadtverwaltung kann auf der neuen durch den Grossen Rat ermöglichten Grundlage ein faires zweisprachiges Modell schaffen. Bereits heute kann

sie die Zusammenarbeit der deutsch- und französischsprachigen Schulleitungen für einen zweisprachigen Alltag kontinuierlich verbessern, auch die Förderung zweisprachiger Lehrstellen ist ein wichtiger Ansatzpunkt.

Wir sind für eine Stärkung der Mehrsprachigkeit an den Bieler Schulen für alle Kinder. Das entspricht ihrer Lebensrealität. Die vorgeschlagenen Schritte des Gemeinderats sind sinnvoll und wir begrüßen sie. Sie gehen aber weit über das Anliegen des Vorstosses hinaus, der eine rasche Ausweitung der Versuchsanlage FiBi verlangt. **Wir beantragen deshalb, den Vorstoss nicht nur erheblich zu erklären, sondern auch gleich abzuschreiben.**

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Le groupe parlementaire PSR a examiné attentivement ce postulat interpartis et remercie le Conseil municipal pour sa réponse nuancée. Oui, l'extension de la filière bilingue est importante à réaliser à Bienne et c'est une nécessité, mais pas comme cela. Pas rapidement. On ne peut pas mettre deux nouvelles filières bilingues sans penser aux effets collatéraux, notamment dans les classes monolingues, alémaniques et francophones. 20% des élèves seront scolarisés dans une filière bilingue, c'est conséquent. Il faut prendre soin de cette évolution et tenir compte des nombreux paramètres. Cela va signifier quatre nouveaux trains de classe à réorganiser avec les élèves existants, le personnel existant, les bâtiments existants et donc 66 classes FiBi et FiBiS à terme. Le mot rapide n'a pas sa place ici. On parle d'enfants, on parle d'élèves, d'enseignants, de directions d'école impliquées qui devront à la fois s'adapter, se former, effectuer un travail en profondeur. Les équipes pédagogiques des enseignants seront modifiées, remodelées.

Cette extension devra être réalisée après une analyse fine de tous les défis à prendre en compte. Une étude de faisabilité et un plan de mise en œuvre sont en cours de réalisation par le département des écoles. Laissons-les mener ces réformes à leur terme, dans un délai raisonnable. D'ailleurs, nous remercions le Conseil municipal et la Direction de la formation, de la culture et du sport pour la réponse qui apporte des éléments de réflexion et explique les raisons pour lesquelles on ne peut pas mettre en place ces filières bilingues en six mois.

Si quelques-uns d'entre vous en doutent, voici encore quelques raisons pour lesquelles on ne peut pas simplement répliquer un projet-pilote de la FiBi et de la FiBiS. Un train de filière bilingue ou plusieurs, cela change énormément la donne pour les classes monolingues. Il faut trouver un équilibre entre les classes de filière bilingue et les classes monolingues, alémaniques et francophones. Quant à la répartition équilibrée des élèves dans les classes, la mixité linguistique va être revue, français, allemands, allophones, des effectifs de classe équilibrés partout, l'intégration des élèves à besoin particulier, etc. Il faut aussi veiller à promouvoir autant les filières bilingues que les filières monolingues. Il faut éviter une école à deux vitesses à Bienne. De manière générale, le fait que l'école reste en mains des professionnels de l'éducation est très important, il faut bien informer les parents des enjeux et bien les orienter avant l'entrée de l'école enfantine. Je vous épargne d'autres arguments, mais j'aurais une liste longue comme le bras. L'objectif est de mettre en place deux filières supplémentaires, avec un enseignement de qualité, après avoir appris des expériences du projet-pilote. Les élèves doivent pouvoir s'épanouir et apprendre dans les meilleures conditions possibles avec des enseignants bien formés et convaincus qu'ils peuvent remplir leur mandat avec succès.

Tous les élèves à Bienne méritent une scolarité de qualité qu'elle soit bilingue, alémanique ou francophone. Je le répète, je suis très reconnaissante du sérieux du

département des écoles pour cette extension et l'indispensable mise en place après l'étude de faisabilité et d'un plan de mise en œuvre. Pas d'urgence car le risque est trop grand de faire capoter la mise en place du projet. Le Conseil municipal précise que le plan de mise en œuvre ne pourra être présenté avant mai 2027 et la majorité de notre groupe soutient la proposition du Conseil municipal.

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Je vais rester assez bref pour vous recommander d'approuver ce postulat et donc de l'adopter selon la réponse qui a été faite par le Conseil municipal. Evidemment, nous sommes favorables à ce que le Conseil municipal étudie soigneusement la question et prenne le temps nécessaire pour cela, tout en restant clairs sur l'objectif que nous recherchons, donc étendre les capacités de la filière bilingue pour la rendre accessible à toutes et tous sans privilèges. C'est comme ça qu'on réalise une égalité de traitement.

Comme l'a dit Madame Stolz, le défi organisationnel est grand et il y a beaucoup d'enjeux sur les plans financier, du personnel et au niveau des infrastructures. Je crois que le département des écoles est pleinement conscient de la situation et on peut lui faire confiance sur le fait qu'il mettra en œuvre ce postulat de manière rigoureuse, soignée et sérieuse. A priori, une réplication immédiate, sans peser les enjeux et les effets concrets d'un déploiement, serait prématurée. Donc cela nécessite d'être étudié en détails. J'aimerais encore ajouter que les commissions scolaires se sont également prononcées sur cette question et ont approuvé le positionnement qui nous est maintenant proposé. C'est un élément important et je rappelle que des personnes du PVL sont également membres de commissions scolaires. En conclusion, j'aimerais vous inviter à soutenir le Conseil municipal.

Lindegger Reto, FDP: Ich bin erstaunt, dass ich Argumente höre, die ich schon vor 20 Jahren gehört habe und die teilweise durch Studien und Erfahrungen mit FiBi mittlerweile überholt sind. Ich will nichts überstürzen, aber bereits der Vorvorgänger der geschätzten Gemeinderätin Anna Tanner hat von der Ausweitung gesprochen. Meine Kinder haben die Fibi durchlaufen, ich brauche sie nicht mehr. Viele Leute wären jedoch froh gewesen, sie hätten ihre Kinder in die Fibi einschulen können. Sie haben es nicht gekonnt, weil sie am falschen Ort leben und das finde ich nicht gerecht.

Müller Bernhard, Fraktion SVP: Niemand ist gegen unsere Zweisprachigkeit. Wir sollten dafür national Werbung mit unserer Stadt und für unsere Stadt machen. Zweisprachigkeit ist für uns alle selbstverständlich. Diese Popularität verlangte nach Massnahmen, die bereits in Kraft sind und schon lange sehr ernst genommen werden. Eine rasche Ausweitung der FiBi als Pilotversuch ist positiv und voranzutreiben. Diese Ziele wurden schon seit vielen Jahren verankert.

Kostenmässig ist die Stadt in ihren Möglichkeiten in allem sehr eingeschränkt. Entsprechende Ressourcen müssen im Detail ermittelt werden. Das Pilotprojekt mit dem Schulversuch stösst an seine Grenzen und bedarf einer Verdreifachung der Kapazitäten. Der im Postulat verlangte Umsetzungsplan kann erst 2027 vorgelegt werden und nicht, wie verlangt, bereits in sechs Monaten. Die Stadtverwaltung unternimmt bereits heute alles Mögliche, um die Ziele einer verbreiteten Zweisprachigkeit voranzutreiben.

Die Fraktion SVP ist deshalb nach eingehender Diskussion zum Schluss gekommen, Ihnen zu empfehlen, das Postulat abzulehnen.

Hamdaoui Mohamed, Le Centre: Je suis un peu surpris par la fébrilité de certaines et de certains sur cette question de la filière bilingue. La filière bilingue, c'est une des richesses de la ville de Bienne. Elle nous est enviée dans d'autres villes qui sont plus ou moins bilingues, notamment Fribourg, mais aussi dans le Valais. Bien évidemment que cela pose des problèmes en termes d'effectifs, d'enseignantes et d'enseignants qui sont capables de faire un enseignement bilingue, en termes de locaux et il ne s'agit pas d'imposer du jour au lendemain que tout soit bilingue. Mais c'est vraiment une de nos richesses. J'entends souvent des parents ou des enfants qui voudraient avoir un enseignement bilingue, alors cessons un peu de pinailler en disant que l'on ne peut pas ou qu'il faut attendre.

De grâce, suivez la position du Conseil municipal. On sait qu'on ne peut pas faire tout cela tout de suite, mais quand on a une richesse, il ne faut pas la brader. Et puis une dernière remarque, concernant la position que j'entends souvent des Verts libéraux, notamment d'un futur ex-député au Grand Conseil, sur la question des migrantes et des migrants. Je rappelle qu'une grande partie des migrantes et des migrants sont déjà multilingues et je ne vois donc pas où est le problème avec des classes bilingues. Je suis sidéré que l'on ait un débat sur la promotion de la filière bilingue. C'est un postulat, acceptons-le et suivons la position du Conseil municipal. Je refuse catégoriquement – et le groupe aussi – de classer ce postulat.

Schlup Katharina, GLP: Damit wir uns richtig verstehen. Wir finden die Stossrichtung des Gemeinderats gut, aber diejenige des Postulats nicht. Wir denken, der Gemeinderat macht genau das Richtige.

Tanner Anna, Direktorin Bildung, Kultur und Sport: Vielen Dank für die gute Aufnahme und die interessante Diskussion. Es ist schön Zuspruch zu erhalten. Für den Gemeinderat ist die Förderung des Bilinguismus zentral. Wir setzen den Fokus auf die zweisprachige Bildung. Zwei Varianten werden geprüft. Entweder soll die Zweisprachigkeit in den Bieler Schulen gefördert oder weiter vorangebracht werden. Oder es gäbe die Möglichkeit, Immersion an allen Schulen zu fördern. Die Chancengerechtigkeit, welche angesprochen wurde, wäre mit dem gleichen Programm für alle damit vorhanden. Der Schulversuch, welcher vor einer Weile gestartet wurde, zeigt, wie gut es läuft. Viele Lehrpersonen wie auch Eltern sind motiviert, das Projekt weiter zu verfolgen. In den Gesprächen mit den Schulen hat sich gezeigt, dass die Schulleitungen klar für den Ausbau der FiBi sind, anstatt die Immersion zu stärken.

Wie gehen wir vor? Die Direktion Bildung, Kultur, Sport (BKS) und die Abteilung Schulen haben eine Machbarkeitsstudie in Auftrag gegeben, nicht extern, sondern intern auf Grundlage der gemachten Erfahrungen. Wir haben dafür Stellenprozente von Leuten erhöht, die bereits in der Abteilung arbeiten. Im Mai 2027, also ziemlich genau in einem Jahr, würden wir gerne im Stadtrat präsentieren, wie die FiBi ausgeweitet werden kann. Ich kann heute einen kleinen Einblick geben, was bis jetzt gelaufen ist. Für die Schulleitungen ergibt sich ein Mehraufwand, weil alles in beiden Sprachen gemacht werden muss und alle zusammenarbeiten müssen. Punktuell werden die Schulleitungen gestärkt. Bei der Machbarkeitsstudie geht es jetzt vor allem darum herauszufinden, wo sich zusätzliche FiBi anbieten. Im Moment sind die Standorte im Schulzentrum Rittermatte und an der Alpenstrasse. Die Idee wäre, dass möglichst viele Schulkinder in Biel von diesem Angebot profitieren können.

Philippe Weber hat unseren Parteispruch vorweggenommen «pour toutes et tout son privilege». Das nehmen wir uns natürlich zu Herzen und deswegen ist es wichtig, in möglichst vielen unterschiedlichen Quartieren eine FiBi anzubieten. Uns ist es wichtig,

die Quartierschulen zu erhalten, damit die Schulkinder nicht einen allzu weiten Schulweg haben.

Natürlich muss die Bereitschaft der Schulen vorhanden sein, diese Aufgabe umzusetzen. Das braucht Zeit, einen gewissen Kulturwandel und Überzeugungsarbeit. Wir sind jedoch sehr optimistisch, die Herausforderung umzusetzen. Zudem unterstützt uns der Kanton. Der Kanton möchte am liebsten überall FiBi. Das Bieler Modell funktioniert gut und wir sind sehr gerne bereit, unsere Erfahrungen zu teilen, wenn das andere Gemeinden möchten.

Herr Müller hat die Kosten angesprochen. Schulleitungen müssten verstärkt werden. Diese Kosten fallen zusätzlich an. In den Klassen, weil sie ein bisschen grösser sind, gibt es nicht sehr hohe Mehrkosten. In Biel konnten die Kosten, im Gegensatz zu Bern immer begrenzt werden. Ich denke, die Zweisprachigkeit ist uns das wert.

Noch etwas zur Mehrsprachigkeit: Es wurde angetönt, auch in den Medien, dass die französisch- oder deutschsprachigen Kinder von den anderen Klassen abgezogen würden und dadurch ungleiche Verhältnisse bestünden. Es ist so wie Herr Hamdaoui gesagt hat, die familiären Situationen sind oft unterschiedlich. Manchmal kann eine Familie gar nicht sagen, welches ihre Hauptsprache ist. Vielleicht ist die Muttersprache eine andere, die Kinder sprechen aber Französisch mit dem Vater und Deutsch mit der Mutter. Als Erstsprache gehen wir von der Angabe bei der Schuleinschreibung aus. Die Sprachniveaus sind unterschiedlich, aber das ist die Realität in den Bieler Schulen, wie überall. Diese Realität ist auch schön und sie soll auch in das Projekt mit einbezogen werden. Zu überprüfen ist, was eine gute Verteilung bei der Zusammensetzung der Klassen ist. Ein grosser Anteil der Kinder wird nicht Deutsch oder Französisch als Muttersprache haben.

Es stellt sich die Frage, ob das Postulat abgeschrieben werden soll oder nicht. Wenn es nicht abgeschrieben wird, kommen wir in einem Jahr wieder vor den Stadtrat, um ausführlich über den Stand der Dinge zu berichten. Wenn es abgeschrieben wird, kommen wir mit einem, vielleicht anderen Projekt in den Stadtrat. Sie werden so oder so weiterhin informiert. Ich freue mich sehr auf die Umsetzung und vor allem über die Unterstützung von Ihrer Seite. Vielen Dank.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat.

La proposition est acceptée.

7.8 20250289 Interpellation Kilezi Ruth, Groupe PSR, Steinmann Alfred, Groupe PS/JS, « Santé mentale des jeunes dans le sport »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 18)

Kilezi Ruth, au nom du Groupe PSR: Je ne vais pas m'étendre longuement, puisqu'il s'agit d'une interpellation. Toutefois, je considère qu'il est judicieux de rappeler que la santé mentale, de manière générale, reste encore un sujet dont on parle trop peu. C'est une thématique encore largement taboue alors même qu'elle touche un grand nombre de personnes et les jeunes n'y échappent pas, y compris dans le domaine sportif. Il

faut savoir que selon Swiss Olympic, un ou une jeune athlète de performance sur cinq en Suisse présente des symptômes liés à des troubles psychiques.

Bien entendu, ce chiffre n'est pas anodin, c'est une réalité qu'il faut prendre au sérieux et intégrer pleinement dans nos réflexions politiques et sociales. Pourtant, lorsque nous assistons à un match de foot, de hockey ou une autre compétition sportive, nous voyons la performance, le divertissement et nous oublions souvent la pression psychologique immense que subissent certains jeunes sportifs. Notamment la peur de l'échec, la surcharge mentale ou encore le harcèlement. Cette réalité, nous ne pouvons pas l'ignorer.

A la lecture des réponses du Conseil municipal, je constate que la Ville de Bienne agit aujourd'hui principalement comme relais d'information et qu'il n'existe pas à ce stade de dispositif spécifique dédié à la santé mentale des jeunes dans le sport. Cette manière de procéder me paraît insuffisante dans la mesure où les clubs biennois utilisent des infrastructures communales et bénéficient bien entendu du soutien de la Ville. Il me semble donc légitime que celles-ci jouent un rôle actif en matière de prévention et de promotion de la santé mentale des jeunes sportifs biennois. Dans ce contexte, il serait opportun de réfléchir à la manière dont la Ville pourrait renforcer la prévention, améliorer la mise en réseau entre les clubs, les écoles, les familles et les structures spécialisées et soutenir davantage les acteurs de terrain. A mon sens, la santé mentale ne peut plus être reléguée au second plan.

Tanner Anna, Direktorin Bildung, Kultur und Sport: Merci beaucoup pour cette interpellation et ses questions très importantes. Effectivement, le Service des sports peut uniquement informer et rediriger vers d'autres institutions. Si l'on voulait élaborer un projet concret au niveau communal, cela demanderait plus de ressources et vous connaissez toutes et tous la situation. Mais il ne faut pas oublier la Commission des sports, dont deux parlementaires sont membres, je crois. Une stratégie concernant la santé mentale pourrait être discutée au sein de cette commission, d'autant plus qu'une représentante de la santé bernoise y siège également.

7.15 20250305 Postulat Müller Lukas, UDF, « Interdire les téléphones portables aux élèves »

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 19)

Müller Lukas, EDU: Mes collègues, j'ai une question. Est-ce que quelqu'un connaît la fille sur cette photo ? Elle s'est tuée à l'âge de 13 ans à cause d'une chose très grave. Une autre personne avait partagé des photos intimes de cette jeune fille et elle s'est suicidée.

Ich denke, dieses Problem von 2017 ist heute viel schlimmer geworden. Damals gab es sechs Fotos von ihr, aufgrund deren sie sich getötet hat, weil sie im Klassenchat kursierten. Heute würde sie sich vielleicht in einem Pornovideo wiederfinden. Stellen Sie sich vor, es wäre Ihre Tochter. Die Fotos bleiben für immer gespeichert.

Frauenrechte für unter 18-Jährige haben keine Priorität in der Politik, denn sie haben ja keine Stimme. Es geht darum, diese Menschen zu schützen. Sie sind gezeichnet für das ganze Leben, bekommen einen schlechteren Job mit weniger Lohn und überall Probleme. Das ist nicht fair. Ich denke, es wäre gerecht, wenn Täterinnen und Täter

ein lebenslanges Verbot an Bieler Schulen bekommen würden. Solange sie in Bieler Schulen gehen, sollen sie kein Handy mehr haben dürfen.

Weiss jemand, welche Strafe der Täter für die Tat an der jungen Frau erhalten hat? Er hat sieben Tage gemeinnützige Arbeit bekommen, davon sind ihm drei Tage erlassen worden, er hat also vier Tage gemeinnützige Arbeit geleistet. Vielen Dank an unser super Justizsystem! Ich finde es schade, wenn wir sagen, da können wir nichts machen. Ich finde, unser System lebt von der Gemeindeautonomie. Wenn die oben nichts machen, weil sie sich gegenseitig schützen, sollten wir aufstehen für die Bedürftigsten und Ärmsten in unserer Gesellschaft.

Wassmann Leona, SP: Herr Müller, wissen Sie, was ebenfalls ein Problem ist? Sie kommen hierher und behaupten, Frauen müssen sexuell rein sein. Das trägt ebenfalls zur Problematik bei. Ausserdem haben wir eine Stimme; ich und viele junge Frauen, auch hier im Parlament, gehören dazu. Sie müssen nicht für uns sprechen.

Hamdaoui Mohamed, Le Centre: Cher Lukas, est-ce que je peux te donner un conseil ? A l'avenir, quand tu as une intervention parlementaire, soumets-la au préalable au Secrétariat parlementaire, pour voir si elle relève de notre compétence, parce que sinon tu nous fais perdre du temps et de l'argent.

Müller Lukas, EDU: Ich glaube, es ist an der Zeit, dass wir aufstehen für Leute, die keine Stimme haben in unserer Gesellschaft. Es sind junge Mädchen. Es geht um unsere Jugend. Es ist nicht korrekt, wenn wir uns an einem Frauenstreik für einen Tag einsetzen und nachher solche Dinge in unseren Schulen erlauben. Das kann nicht sein.

Es gibt andere Themen als Frauenquoten in Unternehmen, welche für Elitefrauen gedacht sind. Es geht auch darum, unsere Kinder zu schützen. Ich denke, wenn wir die Täter schützen anstatt der Opfer, sind wir hier am falschen Platz. Es gäbe fähigere Leute, die diesen Platz übernehmen könnten und sich für diese Leute einsetzen würden.

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Lukas Müller, vous n'êtes pas d'accord avec le Conseil municipal, donc on doit voter.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de rejeter le postulat.

La proposition est acceptée.

Adieu Marie Moeschler

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: C'est avec tristesse que le groupe a pris acte de la démission de Marie Moeschler au Conseil de ville. Nous le regrettons vivement mais nous comprenons bien ses motivations. En effet, concilier le Conseil de ville, le Grand Conseil et son cabinet d'avocate indépendante, est une mission impossible, si elle souhaite mener de front toutes ces fonctions.

Marie est perfectionniste et elle ne supporterait pas de faire les choses à moitié. Faire des choix c'est parfois la rançon du succès. Le PSR est très fier de l'élection de Marie,

qui va rejoindre Samantha Dunning et Karim Saïd, pour défendre et promouvoir au « Rathaus » en particulier Bienne, sa région, les francophones et le bilinguisme. Les germanophones biennois ne seront bien sûr pas oubliés. Marie capte très vite les enjeux politiques et les stratégies à mettre en place. Elle n'hésite pas à s'approcher des autres parlementaires pour échanger, questionner, partager. Très vite, elle a su mobiliser ses forces, mener des combats politiques, aller parfois à contresens pour questionner et générer des réflexions, pour aller de l'avant avec justesse. Pour Marie, la solidarité est une valeur essentielle. Elle œuvre pour le bien de toutes et de tous. Elle a mis beaucoup d'énergie pour l'amélioration de l'égalité des sexes et des genres, l'égalité salariale, l'égalité au travail et pour une vie digne pour toutes et tous. Marie va défendre toutes ces valeurs avec la même détermination au Grand Conseil.

Chère Marie, j'espère ne pas pleurer... Depuis 2021, Marie et moi sommes coprésidentes du groupe PSR. Cette fonction nous a beaucoup rapprochées. En effet, nous sommes restées sans cesse en lien pour discuter, échanger, anticiper, préparer les séances, débriefer, etc. Au fil du temps, nous avons développé une grande confiance mutuelle et tissé des liens d'amitié forts et ce malgré notre grande différence d'âge. Marie est de la génération de mes enfants. Cela n'a pas empêché de bons moments et de franches rigolades. Et puis ça, ça aide vraiment beaucoup contre le stress. En effet, vous le savez toutes et tous, la vie politique n'est pas un long fleuve tranquille. Il y a souvent des remous, voire des débordements qu'il faut gérer avec détermination. Il y a eu des tempêtes que nous avons affrontées ensemble et elles nous ont renforcées plutôt que de nous défaire. Alors, pour tout cela, chère Marie, j'aimerais te dire un grand merci très sincère. Bon vent à toi, en terres bernoises, et nous continuerons de cultiver notre amitié.

Avant de terminer, j'aimerais vous informer qu'au vu du départ de Marie, j'ai pris la décision de démissionner, moi aussi, de la fonction de coprésidente du groupe PSR, pour laisser la place aux plus jeunes. C'est avec plaisir que je vous annonce que Moema Schultz et Hervé Roquet reprendront les rênes du groupe à partir de la prochaine séance. Je suis pleine de reconnaissance pour eux et je les en remercie. (*Applaudissements*)

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Chère Maître Moeschler, chère Marie, au-delà de la surprise qu'a suscité l'annonce de ton départ de cet hémicycle anguleux, le PRR gardera en mémoire ta voix, ta pugnacité et ton exigence intellectuelle et, par-dessus les clivages politiques et des joutes parfois passionnées qui animent ce Parlement citadin, nous avons compris que tu as toujours su et voulu placer l'intérêt général et le respect de nos institutions au cœur de ton travail. Je me souviens avec sympathie des quelques échanges entre nous lors des débats divers qui se sont tenus ici ou ailleurs. Si nous n'étions pas toujours d'accord, souvent même, j'ai personnellement toujours apprécié ta capacité d'écoute et ta courtoisie. Ce qui nous rapproche tout de même, c'est cette volonté immarcescible de défendre avec conviction les valeurs de notre démocratie. Au nom de mon groupe, je tiens à te dire un merci sincère et chaleureux. Merci pour le travail accompli, pour ton dévouement, pour les sacrifices que ce mandat exige qui, hélas, ont eu raison de ton assiduité et aussi pour l'empreinte que tu laisses dans cette enceinte. Il n'y a qu'à voir l'effet que ton départ fait sur Josy (Joseline Stolz). Nous te souhaitons une excellente continuation dans tes trajectoires, qu'elles soient personnelles, professionnelles ou encore de politicienne de milice qui n'a qu'un seul et réel capital, sa crédibilité, comme disait Hermann Fehr. En ces brèves années d'activisme ici, tu as tout de même réalisé de

belles choses et, en quelque sorte, ton but est atteint, comme la tarte du même nom. (*Rires*) Bon vent et, oserais-je dire, à bientôt au Grand Conseil ! (*Applaudissements*)

Hamdaoui Mohamed, Le Centre: Très chère Marie, je te le dis affectueusement, amicalement, cordialement, camaradement, tout ce que tu veux: tu fais chier ! (*Rires*) Premièrement, je ne m'attendais pas du tout à ton départ. Si j'avais su que tu partais, j'aurais amené quelque chose pour toi. Plus important encore, nous avons un déficit dans la démocratie parlementaire telle qu'on la connaît ici et c'est un manque de femmes de ton âge, qui ont une activité professionnelle et qui puissent s'exprimer aussi au niveau politique, que ce soit à gauche, que ce soit à droite, que ce soit au centre. C'est vraiment un problème. Il existe un creux générationnel et c'est vraiment dommage. La deuxième raison pour laquelle je regrette ton départ, c'est l'interdiction des doubles mandats pour les membres de l'exécutif. C'est donc vraiment important que l'on puisse avoir des membres du Conseil de ville au Grand Conseil. Sandra (Schneider) fait ce travail-là, avec ses opinions, qui ne sont pas forcément toujours les miennes. Je ne doute pas un instant que Maurizio (Maurice Paronitti) fera la même chose. Mais c'est donc une perte réelle, même si je ne doute pas un instant que tu continueras d'être un relai au sein du PSR. Enfin, tu incarnes aussi une dynastie qui est quand même assez incroyable: les Moeschler. J'ai entendu dire qu'il y a une Moeschler à Lausanne qui va bientôt accéder au Conseil national. J'espère que tu suivras sa voie. En tout cas, merci du fond du cœur pour tout ce que tu as fait et puis tu as le droit de changer d'avis et de revenir dans 2 ans et demi. (*Applaudissements*)

Koller Levin, SP: Chère Marie, je me souviens encore très bien de notre première rencontre. C'est il y a six ans que nous nous sommes téléphonés pour la première fois. A l'époque, je ne te connaissais pas encore personnellement, je savais simplement que tu étais militante au sein du collectif de la Grève Féministe, ce que je trouvais bien sûr génial. J'étais d'autant plus ravi que tu aies décidé de te présenter aux élections municipales et que tu aies été élue au Conseil de ville avec un excellent résultat.

Tu as été élue au Conseil de ville sans grande difficulté mais tes débuts dans cette fonction n'étaient pas faciles. Peu après le début de la législature, l'ancien président de ton groupe parlementaire a dû démissionner de toutes ses fonctions pour des raisons de santé. Parallèlement, dès le début, des dossiers importants, controversés et de grande ampleur ont été soumis au vote du Conseil. En tant que nouveau membre du Conseil de ville, j'aurais vraiment pu imaginer un début plus facile. Malgré ces difficultés, tu t'es très vite intégrée dans tes fonctions. D'après ce que j'ai pu observer de l'extérieur, tu as apporté un nouvel élan et une volonté de faire évoluer les choses au sein de ton groupe parlementaire et tu as mis en avant divers thèmes dans la politique parlementaire. L'égalité entre les sexes, les intérêts des travailleurs et travailleuses ou encore le logement abordable te tenaient particulièrement à cœur. Ce sont des thèmes pour lesquels tu t'engages non seulement au sein du Conseil de ville mais aussi en dehors du Parlement, en tant que membre du collectif de la Grève féministe, vice-présidente de l'association de l'ASLOCA et membre du comité directeur des syndicats.

En plus de ces engagements, tu as rapidement commencé à assurer des responsabilités au sein du groupe parlementaire et au Parlement. Tu es rapidement devenue coprésidente de ton groupe aux côtés de Josy (Joseline Stolz). A cela s'ajoutent diverses fonctions allant de la Commission RRV à la Commission de surveillance jusqu'à la présidence du groupe des femmes, comme on l'appelait à

l'époque. C'est surtout dans le cadre de ta fonction de coprésidente du groupe parlementaire que nous avons collaboré.

Par exemple, nous échangeons chaque mardi matin pendant les semaines du Conseil de ville où nous nous informons mutuellement des décisions de nos groupes et coordonnons nos activités. Avec toi à la présidence du groupe, la collaboration entre nos deux groupes s'est resserrée. Nous avons travaillé ensemble sur les questions financières, lancé ensemble une offensive d'intervention en faveur des loyers abordables et élaboré en commun l'initiative pour un salaire minimum municipal. Une collaboration que nous avons toujours beaucoup appréciée au sein du groupe SP/JUSO.

De par nos réunions et conversations téléphoniques des dernières cinq années, j'ai pu mieux te connaître, toi et ta façon de travailler. J'ai été particulièrement impressionné par ta précision, ton perfectionnisme et ta volonté de tout comprendre à fond. Mais même si tu es une personne sérieuse, on a souvent pu rire, grâce à ton humeur et ton légendaire « *isch doch glich!* ». (*Rires*)

Il y a encore une chose que j'ai beaucoup appréciée, c'est tes goûts musicaux, que je trouve vraiment géniaux et pour lesquels nous sommes malheureusement minoritaires au sein de notre parti. (*Rires*) Nous nous sommes souvent retrouvés à la Coupole...

Nous regrettons que tu démissionnes du Conseil de ville, mais nous comprenons tout à fait ta décision. Tes nombreux engagements te laissent un agenda très chargé, ce qui n'était pas toujours facile. Il est d'autant plus compréhensible que dans le cadre de tes nouvelles fonctions de députée du Grand Conseil, tu souhaites réduire tes activités afin de pouvoir continuer à concilier tous tes engagements et ton travail. En tant que Ville de Bienne, nous avons besoin d'une voix forte au Grand Conseil et nous nous réjouissons que tu viennes renforcer la délégation biennoise au sein de cette assemblée. Au nom de tout le groupe parlementaire, je tiens à te souhaiter beaucoup de succès dans tes nouvelles fonctions.

Pour conclure et au nom de tout le groupe parlementaire, je tiens à te remercier très chaleureusement pour la collaboration des dernières cinq années et j'espère que nous aurons encore, à l'avenir, de nombreuses occasions de défendre ensemble nos valeurs. Nous te souhaitons le meilleur et il y a un petit cadeau pour toi. Il y a aussi des fleurs, mais je n'ai encore jamais prononcé ce mot en français: clous de girofle, c'est correct ? Donc les fleurs qui représentent notre mouvement (interjection: « Non, les oeillets! », *rires*). Bon, vous voyez le problème, quand on recherche la traduction d'une fleur ! Bref, la fleur qui représente notre mouvement des salariés et notre mouvement pour le socialisme. Merci beaucoup pour tout Marie. (*Applaudissements*)

Lindegger Reto, Fraktion FDP: Je parle pour le groupe FDP, donc aussi pour mes collègues qui te connaissent depuis un peu plus longtemps mais qui sont absents ce soir. Aujourd'hui, nous faisons nos adieux à une parlementaire qui a marqué notre Parlement, non seulement par ses convictions, mais aussi par son attitude. Tu as défendu tes positions avec clarté, tout en respectant ceux qui n'étaient pas de ton avis, donc parfois moi, enfin nous. A une époque où les débats dégénèrent souvent – on a eu des exemples ce soir – tu es un modèle de respect et d'une culture de dialogue entre une gauche et une droite responsables et démocratiques. Pour nous, cela devient de plus en plus important et nous t'en remercions. Merci pour tout et bon vent au « Rathaus » à Berne. (*Applaus*)

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, FDP: Liebe Marie, eigentlich schade, da werde ich im April in die Aufsichtskommission gewählt, freue mich darauf, dich dort besser kennenzulernen und dann bist du weg, bevor ich überhaupt angekommen bin. Wobei meine erste und einzige Gelegenheit, dein Wirken in der Aufsichtskommission kennenzulernen, habe ich selbstverschuldet wegen unseres Bürojubiläumsausflugs nach Hamburg – mit dem Zug, versteht sich – verpasst. Ich kannte dich bei meinem Eintritt in den Stadtrat im Februar 2025 nur vom Namen her, habe aber kurz darauf erfahren, dass du mit Chaya – einer meiner Geschäftspartnerinnen – die Schulbank gedrückt hast. Chaya hat mir erzählt, dass du dich gefragt hast, weshalb ich als, zuerst Parteiloser und inzwischen FDP-Mitglied politisch pointiert rechts unterwegs bin. Tatsächlich eine interessante Frage.

Politik war und ist bei uns im Büro immer wieder ein Thema. Nicht, weil wir immer gleicher Meinung sind, im Gegenteil, wir fragen uns manchmal, wie viel politische Unterschiedlichkeit im beruflichen Umfeld ausgehalten werden kann und muss. Meine Antwort ist klar: viel, sehr viel und hoffentlich mehr, als wir oft glauben, denn was ein lebendiges Büro, eine lebendige Stadt oder ein lebendiges Parlament zusammenhält, ist nicht politische Gleichförmigkeit, sondern Respekt und Anstand, die Fähigkeit mit und ohne Augenzwinkern zuzuhören und die Bereitschaft, dem Gegenüber trotz Differenzen konstruktiv zu begegnen und sich in wichtigen Fragen zusammenzuraufen. Manchmal vergessen wir zwischen Vorstössen, Debatten und ideologischen Reflexen etwas sehr Schönes, dass wir uns zwar politisch widersprechen, uns menschlich aber trotzdem gut verstehen können.

Ein gutes Beispiel dafür war für mich die FullViel-Vorweihnachtsparty im Kongresshaus mit dem Motto «Too much». Plötzlich standen Anna Tanner, Ariane Tonon, Joseline Stolz, Marie Moeschler und ich, der politische Exot (*Gelächter*), nicht im Stadtrat, sondern «too much» aufgebrezelt beim Austern- und Champagnerschlüpfen. Ich dachte mir, jetzt ist der richtige Moment, die politischen Differenzen hinter uns zu lassen. Und siehe da, es wurde ein ausgesprochen unterhaltsamer Abend mit Schwatzen, Lachen, Trinken, Tanzen und ohne Parteipolitik, fast schon irritierend harmonisch für Bieler Verhältnisse. Vielleicht liegt genau darin die grosse Qualität unseres Systems. Man kann durchaus hart diskutieren und später trotzdem gemeinsam an der Bar stehen.

Liebe Marie, ich wünsche dir für deinen neuen politischen Hafen in Bern ganz herzlich alles Gute und viel Energie für das Abenteuer im Grossen Rat. Und weil man einen Hafen nie ohne Proviant verlassen darf, habe ich dir aus Hamburg eine Hafenschokolade aus dem Feinkostgeschäft «Mutterland» mitgebracht, herbsüss, also passend zur Politik. Wer weiss, vielleicht richtet sich dein politischer Kompass eines Tages ja liberal aus. (*Gelächter*) Ich wünsche dir alles Gute auf deinem weiteren Weg. (*Applaus*)

Urweider Vera, parteilos: Chère Marie, nous nous sommes retrouvées ici après presque 30 ans, je dirais, et puis maintenant tu pars. C'est très dommage. Nous nous sommes croisées la première fois dans les halles de sport. On a fait de la gymnastique rythmique ensemble, dans le même groupe – pas comme ici – et on a lutté ensemble. En plus, on a grandi dans la même rue. On était presque voisines. Quelquefois, après l'entraînement, ma maman nous ramenait à la maison ou parfois c'était ton papa. Ce qui nous relie également, c'est mon grand-père et – un peu plus tard – ton père qui tous les deux étaient membres du Conseil municipal et directeurs des écoles de la culture et du sport. Je sais que même après la retraite, ils sont restés amis. Ils se respectaient et je sais que nous aussi, nous resterons des gens qui se respectent. Tu as fait un super grand travail pour le groupe des femmes parlementaires, devenu le

groupement des femmes et des personnes INTA*, dont Rachel (Comment) et moi avons repris la présidence. Merci pour cela et je suis très, très contente de continuer ce travail, un peu en ton nom. Adieu et à bientôt. (*Applaudissements*)

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Après toutes ces paroles, je ne suis pas sûr que la proposition qui nous a été soumise par Madame Moeschler ce soir passera le vote. (*Rires*)

Chère Marie, nous te souhaitons tout de bon dans ton chemin politique, professionnel et privé. Des chemins qui vont certainement se croiser de temps en temps, mais c'est le destin d'une vie consacrée à la res publica dans un système de milice. Chère Marie, à de nombreuses reprises, tu nous as convaincus de tes qualités dans le domaine politique. Un engagement incroyable pour plusieurs thématiques qui nous tiennent à cœur, une connaissance énorme des sujets mis sur la table. C'est le résultat d'un travail de recherche formidable, d'un sens politique aigu et empathique pour la justice, d'une personne de gauche avec un objectif clair : une société dans laquelle chacune et chacun a le droit de vivre une vie digne, d'une personne avec le cœur au bon endroit, tout simplement.

Personnellement, j'ai beaucoup profité de nos discussions de ces dernières années. La leçon que je n'oublierai certainement pas est banale mais importante pour la vie privée tout comme pour la vie politique. Parfois on peut tout simplement dire: «*Isch doch glich!*», partager un verre de vin avec des amis, bavarder et se dire que «*life is good*». Chère Marie, nous te félicitons pour ton élection au Grand Conseil. On sait que tu vas fournir un super boulot là-haut mais nous regrettons un peu les conséquences. Tu vas nous manquer ici, même si je sais que ton engagement pour la Ville ne prend pas fin ce soir. Merci beaucoup. (*Applaudissements*)

Lehmann Caroline, GLP: Liebe Marie, wir haben zusammen in diesem Parlament am gleichen Tag gestartet, damals noch im Kongresshaus während Corona. Die Situation war ziemlich anders. Ich fand es unglaublich einschüchternd und es war auch sehr einschüchternd, gleichzeitig mit dir zu starten. Während ich einen Moment brauchte, um anzukommen, warst du von Anfang an mit Vollgas dabei. Das war die Messlatte, der man sich stellen musste. Wir haben gehört, dein Engagement war nicht immer ganz freiwillig, aber ich glaube, es passt zu dir, denn wenn du etwas machst, dann mit Vollgas. Wir hatten in den folgenden Jahren immer mehr Gelegenheit, zusammenzuarbeiten. In der Gruppe der Parlamentarierinnen und Inta-Personen, am Runden Tisch zu den Finanzen und zuletzt sehr eng in der Aufsichtskommission. Ich habe diese Zeit mit dir immer sehr geschätzt.

Wir haben viel über deine Qualitäten gehört. Du kannst dich unglaublich gut ausdrücken, stehst für deine Werte ein, bist immer offen und hörst dir andere Argumente an. Du kannst sie auch sehr selbstbewusst verwerfen, wenn sie dir nicht passen. Das ist auch eine Qualität, die man haben muss.

Wir hatten zwei-, dreimal Postulate zusammen eingereicht, gerade in der Frauengruppe. In der Antwort dieser Vorstösse wurde darauf hingewiesen, dass die Stadt in diesem Bereich nichts machen kann, sondern dass der Kanton etwas tun muss. Ich weiss jetzt, dass wir jemanden haben, der sich für diese Themen beim Kanton einsetzt. Ich freue mich sehr für dich. Wir werden dich hier vermissen, aber du wirst es toll machen. Alles Gute, vielen Dank für alles. (*Applaus*)

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Madame ma Présidente préférée, cher Conseil municipal, mesdames et messieurs, ce n'est pas facile de parler après tous ces discours qui me touchent beaucoup. Voilà déjà presque six années que j'ai fait mon entrée au Parlement biennois, le 1^{er} janvier 2021. A cette époque, comme l'a dit Caroline (Lehmann), nous portions des masques et les séances se déroulaient au Palais des congrès avec deux mètres de distance entre chacune et chacun d'entre nous. Quelle aventure de faire ses premiers pas en politique institutionnelle de cette façon. J'ai d'abord failli flancher face à la tâche et à la masse de travail que cela représente que d'être parlementaire. Mais finalement, j'y ai rapidement pris goût, d'autant plus que nous avons commencé la législature 2021-2024 au groupe PSR entre femmes uniquement. Quelle expérience enrichissante, intéressante et passionnante ce fut.

J'ai pris goût à la politique, non seulement parce que nous avons un réel impact sur la vie quotidienne de notre ville avec notre travail et nos décisions, mais aussi parce que la politique est passionnante et enrichissante et parce que la politique, c'est comme un jeu stratégique. On avance ses pions, parfois on est satisfait, parfois on est enragé. « C'est le jeu », m'avait alors dit une personne qui, depuis lors, nous a rejoints dans cette salle. Ah le jeu, il y en a eu, des parties! Initiative sur le salaire minimum déposée, lancement de deux initiatives pour des logements abordables, dépôt de nombreuses interventions parlementaires dont je retiens particulièrement le postulat pour retirer l'autorisation aux chauffeurs de taxi agresseurs sexuels condamnés par la justice, les interventions pour améliorer les conditions de vie des humains vivant dans le centre de retour au Quai du Bas et celle pour les titulaires de permis de séjour qui ont parfois attendu bien trop longtemps avant de voir leur sésame renouvelé. Mais encore les interventions pour dénoncer les discriminations faites aux femmes par les logiciels informatiques qui nous coûtent très chers et qui sont faits par et pour les hommes. Et enfin, la remise sur pied du groupement des femmes parlementaires, aujourd'hui plus inclusif et appelé « groupement des femmes et des personnes INTA* », présidé par Vera (Urweider) et Rachel (Comment). Je suis très heureuse qu'elles aient repris la relève et que ce groupe perdure.

Pour apprendre ce jeu politique, il est indispensable, à mon avis, de jouer en équipe. Ensemble, on est plus fort. A ce titre-là, j'aimerais remercier particulièrement tous les membres de mon groupe parlementaire. Nous avons réfléchi, collaboré, échangé, travaillé ensemble pour le meilleur et pour le pire. Je suis fière d'être PSR et de m'être battue à vos côtés pour plus de justice sociale, un service public fort, une stratégie de mobilité durable et responsable et tant d'autres sujets. J'aimerais aussi remercier particulièrement Levin, qui, en excellent leader, a toujours su expliquer avec calme et compétence, à qui le lui demande de notre famille politique, les différents outils qui nous sont donnés et les processus à respecter. Merci Levin, pour notre collaboration, pour le travail accompli ensemble et pour le bien ensemble. Et aussi pour les soirées à la Coupole. (*Rires*)

Josy (Joseline Stolz) et moi-même, comme elle l'a dit, avons présidé le groupe ensemble pendant plus de quatre ans. Sans toi, je n'aurais pas pu et je n'aurais pas su. On se complète, on se comprend et on se marre franchement bien. Nous avons été collègues et camarades durant ces six dernières années et, au fil du temps, nous sommes devenus amies, une amitié qui, aujourd'hui, m'est très chère. Car oui, la politique, c'est aussi ça. On passe tellement de temps ensemble que cela nous apporte aussi de jolies amitiés. Depuis mon entrée en politique, oui, je me suis fait beaucoup d'amis et amies auxquels je tiens fort aujourd'hui. Ils et elles se reconnaîtront, soirée à

la Coupole, autour d'un verre, d'un repas meurtre et mystère ou d'un jeu de cartes et j'en passe.

La politique, ce n'est évidemment pas que tout beau et tout rose. Toutefois, de mon opinion, se fritter en politique, c'est tout à fait normal et c'est même sain. On n'a pas signé pour être toujours d'accord sur tout. Que ce soit au sein de sa propre famille politique ou élargie ou avec l'autre partie de l'hémicycle. On a prêté serment pour défendre les intérêts de la population biennoise dans toute sa diversité. Alors, ce que j'aimerais vous dire ce soir, de droite à gauche, c'est merci. Merci à chacune et chacun d'entre vous pour les échanges, les débats, les engueulades, les rigolades et les compromis trouvés. Et j'aimerais aussi vous dire félicitations à vous toutes et tous pour le temps que vous donnez à la res publica, cet engagement sans lequel notre société ne marcherait pas, car c'est ça, vivre en démocratie semi-directe. Nous sommes élus pour représenter le peuple. Cela demande du temps et de l'engagement que nous prenons au détriment d'autres choses dans la vie. Bravo à vous toutes et tous pour cela. Car oui, il est très difficile de concilier vie professionnelle, politique et privée. C'est parfois mal reconnu et on traite, à mon avis, trop souvent les politiques de tous les noms d'oiseaux sans savoir tout ce qu'elles et ils donnent pour la démocratie. Alors respect à vous toutes et tous, celles et ceux qui donnent de leur temps tout en étant à peine défrayés pour ça. C'est aussi ce qui m'amène à vous quitter ce soir, je ne le fais pas de gaieté de cœur, loin de là, je le fais suite à mon élection au Grand Conseil bernois. Je ne peux pas tout faire et j'aime m'engager à fond, comme apparemment ceux qui ont pris la parole ce soir l'ont constaté. Cela m'oblige à faire des choix et j'ai choisi de continuer de défendre les intérêts des Biennoises et des Biennois, ça c'est sûr, mais cette fois au niveau cantonal. Je ne peux pas être sur tous les fronts et j'ai aussi une étude d'avocate à faire tourner, où je dois aussi respect et diligence à mes clientes et mes clients.

Ce n'est pas toujours facile de tout concilier et je ne peux décemment pas faire que de la politique. C'est pourquoi, malgré l'honneur que m'ont fait mes électrices et électeurs en m'élisant à deux reprises, en 2021 et en 2024, comme la mieux élue de mon groupe, je dois quitter ce soir le Conseil de ville. Je me réjouis d'ores et déjà du nouveau défi qui m'attend et à vous toutes et tous, je vous souhaite de continuer les débats et discussions enflammées au nom et pour le compte de la population biennoise, ici au sein du pouvoir législatif de la commune aux deux haches croisées. Merci pour votre engagement.

A toutes les personnes intéressées, j'offre la première tournée de la bière de l'amitié au Café du Commerce, après cette séance. Je m'adresse à tout le monde. Ce n'est pas un adieu, mais un au revoir, à bientôt et bon vent à vous, chères et chers collègues. (*Applaudissements*)

Boly Kady, présidente du Conseil de ville: Quant à moi, je vous donne rendez-vous pour le 4 juin pour la prochaine séance. La séance est levée. Merci.

14. Nouvelles interventions

20260221	Überparteiliches Postulat, Manzoni Bryan, PRR, Paronitti Maurice, PRR, Buchhofer Stephan, FDP, Schneider Sandra, SVP, Benz Raphael, parteilos	PRA
	Eine effizientere und verhältnismässigere städtische Verwaltung für kleine Unternehmen in Biel	
	Postulat interpartis, Manzoni Bryan, PRR, Paronitti Maurice, PRR, Buchhofer Stephan, FDP, Schneider Sandra, UDC, Benz Raphael, hors parti	MAI
	Pour une administration communale plus efficace et proportionnée au service des Petites Entreprises biennoises	
20260222	Postulat, Müller Lukas, EDU	BKS
	Umgang mit rassistischen Theorien in Biel	
	Postulat , Müller Lukas, UDF	FCS
	Gérer les théories racistes à Bienne	
20260223	Überparteiliche Interpellation, Moeschler Marie, Fraktion PSR, Schlup Nina, Fraktion SP/JUSO	PRA
	Plattformen für Kurzzeitvermietungen: Welche Auswirkungen haben sie auf den Wohnungsmarkt und die Mieten in Biel?	
	Interpellation interpartis, Moeschler Marie, Groupe PSR, Schlup Nina, Groupe PS/JS	MAI
	Plateformes de location de courte durée : quelles conséquences pour le logement et les loyers à Bienne ?	
20260224	Interpellation, Müller Lukas, EDU	PRA
	Fragen zum korrupten Krankensystem	
	Interpellation , Müller Lukas, UDF	MAI
	Questions sur le système de santé corrompu	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.12 heures / Uhr

Die Stadtratspräsidentin / La présidente du Conseil de ville:

Kady Boly

La secrétaire générale adjointe du secrétariat parlementaire /
Die stellvertretende Generalsekretärin des Parlamentssekretariats:

Isabelle Egger

Protokoll:

Rita Flückiger

Nathalie Scheurer

Procès-verbal:

Xavier Stern